



**Aktivitäten und Erfolge 2016**  
**Activités et succès 2016**

Konzept und Gestaltung/concept et graphique:  
[www.muellerluetolf.ch](http://www.muellerluetolf.ch)

Fotos/photos:

Titel, S./p. 6, 7, 10-14, 16, 33, 36: Fabian Lütolf

S./p. 32: Severin Nowacki

S./p. 44: Brücke • Le pont

S./p. 9, 19, 24, 40, 41: Travail.Suisse

## Sommaire

Avant-propos du président	6
Organisation et activité	8
Economie et marché du travail	12
Politique de l'égalité	16
Politique sociale	18
Politique de migration	20
Politique de formation	22
Politique environnementale et énergétique	26
Politique extérieure	28
Politique financière et fiscale et service public	30
Activité parlementaire	32
Votations fédérales	34
Information et relations publiques	36
Jeunesse.Suisse	38
Institut de formation pour les travailleurs et travailleuses ARC	40
Œuvre d'entraide Brücke • Le pont	42
Représentations de Travail.Suisse	46
Effectif des membres des organisations affiliées	48
Adresses	50

## Inhalt

Vorwort des Präsidenten	7
Organisation und Tätigkeit	9
Wirtschaft und Arbeitsmarkt	13
Gleichstellungspolitik	15
Sozialpolitik	17
Migrationspolitik	21
Bildungspolitik	23
Energie- und Umweltpolitik	27
Aussenpolitik	29
Finanz- und Steuerpolitik und Service public	31
Parlamentsarbeit	33
Eidgenössische Abstimmungen	35
Informations- und Öffentlichkeitsarbeit	37
Jeunesse.Suisse	39
Bildungsinstitut für Arbeitnehmende ARC	41
Hilfswerk Brücke • Le pont	43
Vertretung von Travail.Suisse in Kommissionen und Organisationen	47
Mitgliederbestand der Mitgliedsorganisationen	49
Adressen	51

## A propos de nous

**Travail.Suisse est une organisation  
faitière indépendante qui regroupe  
environ 150 000 travailleurs et  
travailleuses en Suisse.**

Travail.Suisse défend les intérêts de ses membres sur le plan de la politique et de l'économie. Dans ce contexte, son objectif premier est des conditions

cadres garantissant aux travailleurs et travailleuses de bonnes conditions de travail, une solide formation initiale et continue et une couverture sociale fiable.

**Travail.Suisse focalise ses activités** surtout sur le marché du travail, la politique sociale et les assurances sociales, la formation initiale et continue, la conciliation du travail et de la famille, la politique financière et fiscale, la politique énergétique et environnementale ainsi que la politique migratoire.

**Travail.Suisse agit en toute autonomie et est neutre sur le plan politique.** Travail.Suisse entretient d'étroites relations avec le gouvernement et les autorités, le Parlement et les partis ainsi qu'avec d'autres associations économiques.

**Travail.Suisse souscrit au partenariat social.** Un partenariat cohérent entre les travailleurs et travailleuses et les employeurs est une condition essentielle à la stabilité de notre pays. Le dialogue au lieu de la confrontation, telle est la devise de Travail.Suisse.

**Travail.Suisse se penche en temps utile sur les thèmes importants pour les travailleurs et travailleuses et son apport suit toutes les étapes du processus politique.** Dans cette démarche, l'organisation s'appuie sur un échange de vues avec ses fédérations affiliées.

Travail.Suisse siège dans des groupes d'experts et des commissions extra-parlementaires et se prononce, dans le cadre de procédures de consultation, sur toutes les modifications de loi qui concernent les travailleurs et travailleuses. Travail.Suisse étaye cette activité par un travail de relations publiques soutenu.

**Travail.Suisse a la capacité de lancer des initiatives et des référendums.** L'organisation dispose ainsi d'instruments d'intervention qui ne peuvent être ignorés.

**Les organisations suivantes sont affiliées à Travail.Suisse:** Syna, Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST, Hotel & Gastro Union, transfair, Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais SCIV, Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB, Fédération des Associations de Professeurs des Hautes écoles spécialisées suisses FH-CH, Fédération Suisse des Représentations du Personnel de l'Economie Electrique FPE, Association romande des logopédistes diplômés ARLD, Employés Droguistes Suisse, Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois/es de Suisse VUCAS.

## In eigener Sache

**Travail.Suisse vertritt die Interessen der Mitglieder in Politik und Wirtschaft.** Oberstes Ziel sind Rahmenbedingungen, welche den Arbeitnehmenden gute Arbeitsbedingungen, eine solide Aus- und Weiterbildung und eine verlässliche soziale Absicherung gewährleisten.

**Travail.Suisse ist vor allem aktiv zu den Themen** Arbeitsmarkt, Sozialpolitik und Sozialversicherungen, Aus- und Weiterbildung, Vereinbarkeit von Beruf und Familie, Finanz- und Steuerpolitik, Energie- und Umweltpolitik sowie Migrationspolitik.

**Travail.Suisse handelt unabhängig und ist keiner Partei verpflichtet.** Travail.Suisse pflegt enge Beziehungen zu Regierung und Behörden, Parlament und Parteien sowie Wirtschaftsverbänden.

**Travail.Suisse bekennt sich zur Sozialpartnerschaft.** Eine gut funktionierende Partnerschaft zwischen Arbeitnehmenden und Arbeitgebenden ist eine zentrale Voraussetzung für die Stabilität unseres Landes. Dialog statt Konfrontation lautet die Devise von Travail.Suisse.

**Travail.Suisse greift arbeitnehmerrelevante Themen frühzeitig auf und gestaltet sie über alle Etappen des politischen Prozesses mit.** Die Organisation stützt sich dabei auf den intensiven Meinungsaustausch mit ihren Mitgliedsverbänden.

**Travail.Suisse hat Einsitz in Expertengruppen und ausserparlamentarischen Kommissionen und nimmt im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens zu allen arbeitnehmerrelevanten Gesetzesänderungen Stellung.** Travail.Suisse verstärkt diese Arbeit durch konsequente Öffentlichkeitsarbeit.

**Travail.Suisse ist initiativ- und referendumsfähig.** Damit verfügt die Organisation über Handlungsinstrumente, die nicht ignoriert werden können.

**Travail.Suisse hat folgende Organisationen als Mitglieder:** Syna, Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST, Hotel & Gastro Union, transfair, Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais SCIV, Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB, Schweizer Verband der Fachhochschuldozierenden fh-ch, Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE, Association romande des logopédistes diplômés ARLD, Angestellte Drogisten Suisse, Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS.

**Travail.Suisse ist der unabhängige Dachverband von rund 150 000 Arbeitnehmenden in der Schweiz.**

## Avant-propos du président



Vous avez dans les mains le rapport annuel 2016 de Travail.Suisse, l'organisation faîtière indépendante des travailleurs et travailleuses. Nous rendons compte de notre travail pendant l'année écoulée envers nos onze fédérations membres, leurs membres et d'autres milieux intéressés. A l'occasion de ma première année de présidence de Travail.Suisse, nous avons dû affronter un certain nombre de défis.

### Travail.Suisse:

#### **une organisation faîtière bien sollicitée**

Notre organisation faîtière est régulièrement interpellée par les offices fédéraux et sollicitée pour élaborer des solutions concernant les travailleurs et travailleuses en Suisse. Nous sommes très souvent appelés pour participer à des entretiens, des auditions et répondre à un grand nombre de consultations. Cela fait partie de nos tâches de nous y engager dans un esprit constructif pour défendre les intérêts des travailleurs et travailleuses. Nos statuts et le document «Pour du travail ayant de l'avenir. Positions et revendications 2015-2019», adopté en 2015 par le Congrès, nous servent de boussole. Mais les requêtes à notre égard augmentent et mettent à rude épreuve notre organisation de taille modeste. Nous pouvons certes avoir de l'influence auprès des institutions adéquates au nom des travailleurs et travailleuses mais nous sommes aussi fortement sollicités sur le plan externe et nous ne pouvons poursuivre que de manière limitée nos propres thèmes et projets. Depuis les élections fédérales, la collaboration avec le nouveau Parlement est encore plus ardue. Nous sommes malgré tout parvenus à établir

des contacts utiles et à recevoir des appuis pour différents thèmes. Dans ce contexte, notre vice-président, le conseiller national Jacques-André Maire et le président de Transfair, le conseiller national Stefan Müller-Altermatt, nous sont d'une grande aide.

#### **Initiative sur l'immigration: une mise en œuvre difficile**

La mise en œuvre de l'Art. 121 de la Constitution fédérale, l'initiative sur l'immigration, nous a occupés toute l'année. Au début de l'année, la Confédération, les cantons et les partenaires sociaux ont débattu âprement dans le «groupe de travail Zürcher» sur l'optimisation des mesures d'accompagnement. Aucune vue commune n'ayant pu être trouvée, le Conseil fédéral a dû décider lui-même, parmi diverses propositions, des mesures pour lutter contre les abus sur le marché du travail. La proposition de mise en œuvre du Conseil fédéral de l'Art. 121 a de la Constitution fédérale a été transformée par le Parlement en une priorité «light» à la main-d'œuvre indigène. Du point de vue des travailleurs et travailleuses, il faut saluer cette obligation d'annoncer les places vacantes, d'autant plus que le Parlement a trouvé une solution compatible avec les accords bilatéraux. Pour la mise en œuvre de cette obligation d'annoncer les places vacantes, nous sommes encore une fois sollicités...

#### **Congé paternité: atteindre le but avec une initiative populaire**

Le 24 mai, après des travaux préparatoires autant intéressants qu'intensifs, nous avons pu lancer la troisième initiative populaire de Travail.Suisse depuis sa fondation il y a 15 ans. Nous avons réussi à forger une large coalition de plus de 140 organisations soutenant l'exigence de 4 semaines de congé pa-

ternité. Après plus de 30 tentatives infructueuses au Parlement, notre initiative représente bien l'exigence du moment. La Suisse est le seul pays en Europe qui ne connaît pas de congé paternité ancré dans la loi. La récolte de signatures a bien démarré et montre notre capacité à mener à bien tout le processus d'une initiative. Sous l'angle de la politique des organisations, le projet de congé paternité a pour nous une utilité qui dépasse largement l'initiative en elle-même.

Il est important que les travailleurs et travailleuses ne se laissent pas diviser sur d'importants thèmes pour eux. C'est unis que nous sommes forts. Il m'importe dès lors d'adresser tous mes remerciements à nos organisations membres et au Comité pour la bonne collaboration pendant l'année écoulée. Je remercie aussi mes collègues du bureau exécutif et du secrétariat pour leur engagement remarquable au cours de l'année passée. Et finissons en reprenant des propos de Max Weber: nous continuons à forer!

Adrian Wüthrich, président

## Vorwort des Präsidenten

Sie lesen im Jahresbericht 2016 von Travail.Suisse, dem unabhängigen Dachverband der Arbeitnehmenden. Darin legen wir unseren elf Mitgliedsverbänden, ihren Mitgliedern und der interessierten Öffentlichkeit Rechenschaft über unser Tun im vergangenen Jahr ab. In meinem ersten vollen Kalenderjahr als Präsident von Travail.Suisse galt es mehrere Herausforderungen zu meistern.

### Travail.Suisse: Gefragter Dachverband

Wir sind als Dachverband durch Bundesstellen immer wieder gefordert und werden eingebunden, wenn Lösungen erarbeitet werden müssen, welche die Arbeitnehmenden der Schweiz betreffen. Wir erhalten viele Einladungen zu Besprechungen, Anhörungen und Vernehmlassungen. Es gehört zu unseren Aufgaben, uns einzubringen, konstruktiv mitzuarbeiten und die Interessen der Arbeitnehmenden zu vertreten. Als Kompass dienen uns die Statuten und das am Kongress 2015 verabschiedete Papier «Für Arbeit mit Zukunft» mit den Positionen und Forderungen 2015 - 2019. Allerdings nehmen die Anfragen zu und fordern unsere kleine Organisation zuweilen stark. Wir können zwar so an den richtigen Stellen im Namen der Arbeitnehmenden Einfluss nehmen, werden andererseits aber stark extern getrieben und können nur in kleinerem Umfang eigene Themen und Projekte verfolgen. Die Zusammenarbeit mit dem neu gewählten Parlament ist seit den Wahlen eine noch grössere Herausforderung. Es gelang uns aber, gute Kontakte aufzubauen und in diversen Punkten Unterstützung zu erhalten. Eine grosse Hilfe sind unser Vizepräsident, Nationalrat Jacques-André Maire, und der Präsident von transfair, Nationalrat Stefan Müller-Altermatt.

### Zuwanderungsinitiative:

#### Umsetzung gestaltete sich schwierig

Die Umsetzung von Art. 121a der Bundesverfassung, die Zuwanderungsinitiative, beschäftigte uns das ganze Jahr. Anfang Jahr stritten der Bund, die Kantone und die Sozialpartner in der «Arbeitsgruppe Zürcher» über die Optimierung der flankierenden Massnahmen. Weil keine Einigung erzielt werden konnte, musste der Bundesrat aus diversen Vorschlägen selber Massnahmen zur Bekämpfung von Missbräuchen auf dem Arbeitsmarkt beschliessen. Der bundesrätliche Umsetzungsvorschlag für Art. 121a der Bundesverfassung wurde im Parlament zu einem «Inländervorrang light» umgeformt. Aus Sicht der Arbeitnehmenden ist diese Stellenmeldepflicht zu begrüessen, umso mehr als das Parlament damit eine mit den bilateralen Verträgen kompatible Lösung gefunden hat. Auch bei der Umsetzung der Stellenmeldepflicht sind wir wieder eingebunden...

### Vaterschaftsurlaub:

#### Mit einer Volksinitiative zum Ziel

Am 24. Mai konnten wir nach intensiven und interessanten Vorarbeiten die dritte Volksinitiative seit der Gründung von Travail.Suisse vor 15 Jahren lancieren. Es gelang, eine breite Koalition von über 140 Organisationen hinter die Forderung von vier Wochen Vaterschaftsurlaub zu bringen. Nach über 30 erfolglosen Versuchen im Parlament ist unsere Initiative nun das Anliegen der Zeit. In Europa ist die Schweiz das einzige Land, das keinen gesetzlich geregelten Vaterschaftsurlaub kennt! Die Unterschriftensammlung ist gut angelaufen und zeigt, dass wir initiativfähig sind. Aus organisationspolitischer Sicht hat für uns das Projekt Vaterschaftsurlaub weit über die eigentliche Initiative hinaus einen Nutzen.



*Adrian Wüthrich mit Bundesrat Schneider-Ammann an der Tagung zur Lancierung von info-workcare.ch.*

*Adrian Wüthrich remercie le Conseiller fédéral Schneider-Ammann de sa participation à la Journée d'étude à l'occasion du lancement d'info-workcare.ch.*

Wichtig ist, dass sich die Arbeitnehmenden in wichtigen Themen nicht auseinanderdividieren lassen. Nur vereint sind wir schlagkräftig. Mir ist es deshalb ein Anliegen, unseren Mitgliedsorganisationen und unserem Vorstand für die gute Zusammenarbeit im vergangenen Jahr zu danken. Meinen Kolleginnen und Kollegen auf der Geschäftsstelle danke ich für ihr sensationelles Engagement auch im letzten Jahr. Erneut an Max Weber anlehnend: Wir bohren weiter!

Adrian Wüthrich, Präsident

## Sous le signe du congé paternité

**Assemblée des délégué·e·s : feu vert pour l'initiative pour un congé paternité**

L'assemblée des délégué·e·s de 2016 se déroula le 29 avril à Berne pour la première fois sous la direction d'Adrian Wüthrich qui a été élu nouveau président de Travail.Suisse en septembre 2015. Le congé paternité a été le point fort thématique de l'assemblée. Les délégué·e·s devaient décider si Travail.Suisse devait lancer une initiative populaire pour favoriser enfin la percée du congé paternité. Après un nouveau refus par le parlement d'une intervention parlementaire à ce sujet à la session de printemps, les délégué·e·s ont clairement pensé que le moment était venu que la population puisse s'exprimer sur ce sujet. C'est pourquoi, ils ont approuvé très clairement le lancement d'une initiative populaire. Le coup d'envoi de la récolte de signatures a démarré à fin mai 2016. L'exigence de 20 jours de congé paternité pour tous les nouveaux pères, pouvant être pris de manière flexible pendant la première année de l'enfant, ont aussi reçu le soutien de nombreuses organisations, en l'occurrence männer.ch, alliance F et Pro Familia Suisse.

Les délégué·e·s furent aussi informés sur l'état de la réforme vieillesse et manifestèrent par une résolution la volonté qu'un pourcent supplémentaire de TVA fasse partie obligatoirement de cette réforme. Il en va de la nécessité d'équilibrer la charge financière provoquée par le passage à la retraite des générations à forte natalité. Ils s'exprimèrent aussi pour une meilleure protection des travailleurs et travailleuses sur le marché du travail et adoptèrent une résolution dans ce sens. Si l'on veut que la population continue

à soutenir la voie bilatérale avec l'Union européenne (UE), il est indispensable d'avoir de solides mesures de protection. Les délégué·e·s adoptèrent aussi très largement les plans du Conseil fédéral pour instaurer un pré-apprentissage pour les réfugiés.

Des décisions de nature plus personnelle à prendre figuraient aussi à l'agenda. Robert Métrailler, responsable de la branche communication à Transfair a été élu en tant que vice-président de Travail.Suisse pour une période de deux ans. Il succède à Meinrado Robbiani, co-président de l'OCST et ancien conseiller national, lequel se retire du Comité vu qu'il prend sa retraite à fin juin 2016. Le 2<sup>ème</sup> vice-président reste le conseiller national Jacques-André Maire.

**Comité : mise en œuvre de l'Art. 121a Cst. et réforme vieillesse 2020 comme thèmes permanents**

Le comité s'est occupé intensément de l'initiative « Pour un congé paternité raisonnable – en faveur de toute la famille ». Déjà lors de sa retraite du mois de janvier à Lucerne, il s'en est occupé de manière détaillée tant sur le plan du contenu que sur celui de l'organisation. Il s'agissait de formuler définitivement le texte d'initiative, de régler la représentation au Comité d'initiative et de faire les préparatifs pour la récolte de signatures. On a aussi informé dans ce contexte les membres du Comité sur les possibilités qui se présentent dans le domaine online.

C'est aussi la mise en œuvre de l'Art. 121a qui a figuré à de nombreuses reprises à l'ordre du jour du Comité, suite à l'acceptation de justesse par la

population de l'initiative sur l'immigration de masse. Travail.Suisse, en tant que partenaire social, a été représenté dans différents groupes de travail préparant la mise en œuvre de cet article. On a informé régulièrement le Comité sur l'avancement de ces travaux et il a pu, lors de sa réunion de décembre, prendre connaissance avec satisfaction de l'adoption par le Parlement d'une solution qui ouvre de nouvelles portes aux personnes sans emploi en Suisse.

La réforme de la prévoyance vieillesse 2020 fut aussi un thème permanent du Comité de Travail.Suisse. Il devra continuer à le suivre de très près car on votera en septembre 2017 – indépendamment d'un éventuel référendum – sur le relèvement de la TVA en faveur de l'AVS.

Les projets de Travail.Suisse ont représenté d'autres thèmes importants, en particulier « Le baromètre conditions de travail » et « infoworkcare.ch ». On notera encore l'importance que le Comité a accordée à la question du manque de personnel qualifié et à la promotion des travailleuses et travailleurs plus âgés sur le marché du travail. Le Comité a aussi donné ses consignes de vote pour les projets figurant au menu des votations fédérales en 2016.

Les membres suivants ont participé aux activités du Comité de Travail.Suisse en 2016 : Adrian Wüthrich (président), Jacques-André Maire (vice-président) et conseiller national, Meinrado Robbiani (vice-président jusqu'à fin avril 2016, membre du Comité jusqu'à fin juin 2016, OCST), Robert Métrailler (vice-président depuis mai 2016, transfair), Diego Frieden, Arno Kerst, Carlo Mathieu, Joël Mugny, Selina Tribbia (tous Syna). Renato Ricciardi (dès juillet 2016) et Lorenzo Jelmini (les deux OCST); Eric



## Im Zeichen des Vaterschaftsurlaubs

### Delegiertenversammlung: Grünes Licht für Initiative für einen Vaterschaftsurlaub

Die Delegiertenversammlung 2016 fand am 29. April in Bern zum ersten Mal unter der Leitung von Adrian Wüthrich, der im September 2015 zum neuen Präsidenten von Travail.Suisse gewählt worden war, statt. Thematischer Schwerpunkt war der Vaterschaftsurlaub. Die Delegierten hatten darüber zu entscheiden, ob Travail.Suisse eine Volksinitiative lancieren soll, um dem Anliegen eines Vaterschaftsurlaubs endlich zum Durchbruch zu verhelfen. Nachdem das Parlament in der Frühlingssession einen entsprechenden Vortoss erneut abgelehnt hatte, war für die Delegierten klar, dass sich die Bevölkerung endlich dazu äussern können muss. Sie stimmten der Lancierung einer entsprechenden Volksinitiative deshalb deutlich zu. Der Startschuss für die Unterschriftensammlung fiel Ende Mai 2016. Die Forderung von 20 Tagen Vaterschaftsurlaub für alle frischgebackenen Väter, flexibel zu beziehen im ersten Lebensjahr des Kindes, wird von zahlreichen Organisationen mitgetragen, namentlich von männer.ch, alliance F und Pro Familia Schweiz.

Die Delegierten liessen sich auch über den Stand der Altersreform informieren und bekräftigten mit einer Resolution, dass ein zusätzliches Mehrwertsteuerprozent verbindlicher Teil dieser Reform sein muss. Es gelte die finanzielle Belastung durch die in Rente gehenden geburtenstarken Jahrgänge auszugleichen. Sie sprachen sich zudem für einen verbesserten Schutz der Arbeitnehmenden auf dem Arbeitsmarkt aus und verabschiedeten eine entsprechende Resolution. Nur mit verlässlichen Schutzmassnah-

men könne gewährleistet werden, dass die Bevölkerung den bilateralen Weg mit der Europäischen Union weiterhin unterstützt. Breite Zustimmung fanden bei den Delegierten zudem die Pläne des Bundesrates für eine Integrationsvorlehre für Flüchtlinge.

Auch ein personeller Entscheid stand auf der Traktandenliste. Robert Métrailler, Leiter der Branche Kommunikation beim Personalverband transfair, wurde zum Vizepräsidenten von Travail.Suisse gewählt. Er wird diese Funktion in den nächsten zwei Jahren wahrnehmen als Nachfolger von Meinrado Robbiani, Co-Präsident der OCST und alt Nationalrat, der aufgrund seiner Pensionierung Ende Juni 2016 auch aus dem Vorstand von Travail.Suisse ausschied. Zweiter Vizepräsident bleibt Nationalrat Jacques-André Maire.

Die Initiative «Für einen vernünftigen Vaterschaftsurlaub – zum Nutzen der ganzen Familie» beschäftigte auch den Vorstand von Travail.Suisse im Berichtsjahr intensiv. Bereits im Januar setzte sich dieser im Rahmen seiner Klausursitzung in Luzern eingehend mit der Initiative auseinander, und das sowohl in inhaltlicher als auch in organisatorischer Hinsicht. Es ging darum, den Initiativtext definitiv zu bereinigen, die Vertretung im Initiativkomitee zu regeln und die Unterschriftensammlung aufzugleisen. In diesem Zusammenhang liessen sich die Vorstandsmitglieder auch über die Möglichkeiten aufklären, die der Online-Bereich bietet.

### Vorstand: Umsetzung von Art. 121a BV und Altersreform 2020 als Dauerthemen

2016 stand aber auch die Umsetzung von Art.

Die Initiative «Für einen vernünftigen Vaterschaftsurlaub – zum Nutzen



*Adrian Wüthrich bedankt sich bei Meinrado Robbiani für das langjährige Engagement zugunsten von Travail.Suisse.*

*Adrian Wüthrich remercie Meinrado Robbiani pour son engagement de plusieurs années en faveur de Travail.Suisse.*

121a, der mit der knappen Annahme der Masseneinwanderungsinitiative durch die Stimmbevölkerung Eingang in die Bundesverfassung gefunden hat, mehrmals auf der Traktandenliste des Vorstands. Travail.Suisse war als Sozialpartnerin in verschiedenen Arbeitsgruppen vertreten, die die Umsetzung dieses Artikels vorbereiteten. Der Vorstand liess sich regelmässig über den Stand der Arbeiten informieren und konnte an seiner letzten Sitzung im Dezember



*Robert Métrailler, Branchenleiter bei transfair, wurde an der Delegiertenversammlung zum Vizepräsidenten von Travail.Suisse gewählt.*

*Robert Métrailler, responsable de branche chez transfair, a été élu vice-président de Travail.Suisse lors de l'Assemblée des délégué·e·s.*

Dubuis, Esther Lüscher, Urs Masshardt (tous Hotel & Gastro Union); Tanja Brülisauer (transfair); Patrick Chabbey (jusqu'à fin février 2016), Carole Furrer (dès mars 2016) et Bernard Tissières (tous SCIV); Alexander Bélaz (AV ABB); Gaston Wolf (FH-CH); Andreas Camelin (FPE), Michèle Kaufmann-Meyer (jusqu'à fin juin 2016) et Joëlle Pitteloud (dès juillet 2016, les deux ARLD); Rudolf Henes (jusqu'à fin avril 2016) et Paul Rutz (dès mai 2016, les deux fédérations régionales); Roman Helfer (Jeunesse.Suisse); Michel Pillonel (commission des retraité·e·s). Aux réunions du Comité fut aussi invitée Franziska Theiler, directrice de Brücke • Le pont (sans droit de vote). Il y eut 9 séances du Comité en 2016.

**Bureau exécutif :  
la régularité au  
service de l'efficacité**

Le bureau exécutif n'a pas subi de changement en 2016 et se composa comme suit :

Adrian Wüthrich (président et directeur), Hélène Agbémégnah (responsable du dossier de politique de migration et questions juridiques), Valérie Borioli Sandoz (responsable du dossier politique de l'égalité), Gabriel Fischer (responsable du dossier de politique écono-

mique), Matthias Kuert Killer (responsable du dossier de politique sociale), Linda Rosenkranz (responsable de la communication), Therese Schmid (responsable de l'administration), Erich Tschirky (responsable des finances), Denis Torche (responsable des dossiers énergie et environnement, politique financière et fiscale, politique extérieure) et Bruno Weber-Gobet (responsable du dossier politique de formation). Vous trouverez les informations sur les activités que Travail.Suisse a menées sous la direction des responsables ci-avant mentionnés dans les pages suivantes de ce rapport.

Aline Meyer et Chantal Gagnebin ont soutenu sur le plan administratif le bureau exécutif.

Laura Iseli a travaillé en 2016 dans le cadre d'un stage à Travail.Suisse sur les salaires des managers des grandes sociétés cotées à la bourse suisse et a fait des recherches sur les réglementations du congé paternité pouvant exister dans les conventions collectives de travail.

Hélène Fischer effectue aussi un stage à Travail.Suisse. Elle a soutenu avant tout Linda Rosenkranz et Matthias Kuert Killer dans les travaux préparatoires et la récolte de signatures pour l'initiative pour un congé paternité. Elle poursuit son travail en 2017.



*Adrian Wüthrich, président*

*Adrian Wüthrich, Präsident*



*Gabriel Fischer,  
responsable politique  
économique*

*Gabriel Fischer,  
Leiter Wirtschaftspolitik*



*Matthias Kuert Killer,  
responsable politique sociale*

*Matthias Kuert Killer,  
Leiter Sozialpolitik*

mit Befriedigung zur Kenntnis nehmen, dass das Parlament einer Lösung zugestimmt hat, die den Stellenlosen in der Schweiz neue Türen öffnet.

Auch die Reform der Altersvorsorge 2020 war ein Dauerthema im Vorstand von Travail.Suisse. Er wird sich auch im laufenden Jahr damit auseinandersetzen müssen, da es im September – unabhängig von einem allfälligen Referendum – zu einer Abstimmung über die Erhöhung der Mehrwertsteuer zugunsten der AHV kommen wird.

Weitere wichtige Themen waren die Travail.Suisse-Projekte «Barometer Gute Arbeit» und «info-workcare.ch» sowie der Fachkräftemangel und die Förderung der älteren Arbeitnehmenden auf dem Arbeitsmarkt. Der Vorstand fasste zudem die Parolen zu den Vorlagen, die 2016 auf eidgenössischer Ebene zur Abstimmung kamen.

Folgende Mitglieder wirkten 2016 im Vorstand von Travail.Suisse mit: Adrian Wüthrich (Präsident), Nationalrat Jacques-André Maire (Vizepräsident), Meinrado Robbiani (Vizepräsident bis Ende April 2016, Vorstandsmitglied bis Ende Juni 2016, OCST), Robert Métrailler (Vizepräsident seit Mai 2016, transfair), Diego Frieden, Arno Kerst, Carlo Mathieu, Joël Mugny, Selina Tribbia (alle Syna), Renato Ricciardi (ab Juli

2016) und Lorenzo Jelmini (beide OCST); Eric Dubuis, Esther Lüscher, Urs Masshardt (alle Hotel & Gastro Union); Tanja Brülisauer (transfair); Patrik Chabbey (bis Ende Februar 2016), Carole Furrer (ab März 2016) und Bernard Tissières (alle SCIV); Alexander Bélaz (AV ABB); Gaston Wolf (fh-ch); Andreas Camelin (VPE), Michèle Kaufmann-Meyer (bis Ende Juni 2016) und Joëlle Pitteloud (ab Juli 2016, beide ARLD); Rudolf Henes (bis Ende April 2016) und Paul Rutz (ab Mai 2016, beide regionale Vereinigungen); Roman Helfer (Jeunesse.Suisse); Michel Pillonel (Rentnerkommission). An die Zusammenkünfte des Vorstands wurde jeweils auch Franziska Theiler, Geschäftsleiterin des Hilfswerks Brücke • Le pont, eingeladen (ohne Stimmrecht). 2016 fanden 9 Vorstandssitzungen statt.

**Geschäftsleitung:  
Effizienz durch Konstanz**

Die Geschäftsleitung erfuhr 2016 keine Änderung und setzte sich

wie folgt zusammen: Adrian Wüthrich (Präsident und Geschäftsleiter), Hélène Agbémégnah (Leiterin Migrationspolitik und Rechtsfragen), Valérie Borioli Sandoz (Leiterin Gleichstellungspolitik), Gabriel Fischer (Leiter Wirtschaftspolitik), Matthias Kuert

Killer (Leiter Sozialpolitik), Linda Rosenkranz (Leiterin Kommunikation), Therese Schmid (Leiterin Administration), Erich Tschirky (Finanzverantwortlicher), Denis Torche (Leiter Energie- und Umweltpolitik, Steuer- und Finanzpolitik, Aussenpolitik) und Bruno Weber-Gobet (Leiter Bildungspolitik). Informationen zu den Aktivitäten, welche Travail.Suisse unter der Leitung der obengenannten Dossierverantwortlichen entwickelt hat, finden Sie auf den folgenden Seiten dieses Berichts.

In administrativer Hinsicht wurde die Geschäftsleitung durch Aline Meyer sowie Chantal Gagnebin unterstützt.

Laura Iseli arbeitete 2016 im Rahmen eines Praktikums bei Travail.Suisse die neusten Zahlen in Bezug auf die Löhne der Manager der grössten börsenkotierten Unternehmen auf und untersuchte zudem die Gesamtarbeitsverträge bezüglich der Regelungen in Sachen Vaterschaftsurlaub.

Ebenfalls ein Praktikum bei Travail.Suisse absolvierte Hélène Fischer. Sie unterstützte vor allem Linda Rosenkranz und Matthias Kuert Killer bei den Vorbereitungsarbeiten und der Unterschriftensammlung für die Initiative für einen Vaterschaftsurlaub. Sie setzt ihre Arbeit bis Ende Juni 2017 fort.



*Valérie Borioli Sandoz,  
Leiterin Gleichstellungspolitik*

*Valérie Borioli Sandoz,  
responsable politique d'égalité*



*Bruno Weber-Gobet,  
Leiter Bildungspolitik*

*Bruno Weber-Gobet,  
responsable politique  
de formation*



*Therese Schmid,  
Leiterin Administration*

*Therese Schmid,  
responsable administration*



Linda Rosenkranz,  
responsable de la  
communication

Linda Rosenkranz,  
Leiterin Kommunikation



Denis Torche,  
responsable politique  
extérieure, politique financière  
et fiscale et politique environ-  
nementale

Denis Torche, Leiter Umwelt-,  
Steuer- und Aussenpolitik



Héléne Agbémégnah,  
responsable politique de mig-  
ration et questions juridiques

Héléne Agbémégnah,  
Leiterin Migrationspolitik und  
Rechtsfragen

Economie et marché du travail

## Les travailleurs et travailleuses restent sous pression

**Evolution économique :  
meilleures  
perspectives grâce à  
moins d'incertitudes**

Après le choc du franc en 2015, 2016 a été placée pour l'économie suisse sous le signe de la normalisation. La mise en œuvre

de l'article 121a de la Constitution fédérale décidée par le parlement vers la fin de l'année permettra aussi d'éliminer l'incertitude sur les relations à venir avec l'Union européenne. Les risques peuvent provenir des conséquences pas claires du Brexit sur la conjoncture européenne et des influences du nouveau gouvernement US sur le commerce mondial. La croissance du PIB s'est montée à 1.3 pourcent en 2016.

**Marché du travail :  
2016, une année difficile**

Le marché du travail a une année difficile derrière lui. De nombreux emplois ont été perdus, en particulier dans l'industrie et la

**Article 121a : la mise  
en œuvre est faite**

branche financière (banques et assurances). Mais la Poste et les CFF ont aussi annoncé de vastes programmes de réorganisation et d'économies. Le point culminant et triste a été atteint par la décision d'Alstom de supprimer en Suisse 900 emplois. En moyenne annuelle, 149 317 personnes ont été annoncées comme chômeurs en 2016, ce qui correspond à un accroissement de 7000 personnes. Les statistiques de l'OIT indiquent même pour la Suisse à la fin de l'année un taux de chômage de 4.8 pourcent. Ce taux se situe au-dessus de celui de l'Allemagne. C'est en particulier chez les travailleurs plus âgés que le taux de chômage a augmenté.

avec l'Union européenne. Ce n'est que suite à la priorité accordée aux sans emplois que l'on a pu se détourner de l'impasse d'une clause de sauvegarde unilatérale voulue par le Conseil fédéral et trouver une solution euro-compatible. Travail.Suisse a toujours estimé que le maintien des relations bilatérales avec l'UE devait avoir la priorité. L'assemblée des délégué•e•s a adopté une résolution dans ce sens au printemps. Elle a exigé en même temps une amélioration des mesures d'accompagnement. Dans les groupes de travail « optimisation de l'exécution des mesures d'accompagnement », on a pu certes parvenir à de petites adaptations mais les chantiers déterminants restent ouverts.

**Négociations salariales :  
tout juste satisfaisantes**

Comme c'est l'usage, Travail.Suisse et les fédérations affiliées ont fait part de revendications salariales différenciées à l'automne 2016.

*Erich Tschirky,  
responsable des finances*



*Erich Tschirky,  
Finanzverantwortlicher*

*Chantal Gagnebin,  
Administration*



*Aline Meyer,  
Administration*



Wirtschaft und Arbeitsmarkt

## Arbeitnehmende bleiben unter Druck

**Wirtschaftsentwicklung:  
Bessere Aussichten dank  
weniger Unsicherheit**

Für die Schweizer Wirtschaft stand das Jahr 2016 ganz im Zeichen der Normalisierung nach dem Frankenschock von 2015. Mit der vom Parlament gegen Ende Jahr beschlossenen Umsetzung von Artikel 121a der Bundesverfassung, konnte auch die Unsicherheit über die zukünftigen Beziehungen zur Europäischen Union beseitigt werden. Risiken drohen durch die unklaren Folgen des Brexit auf die Konjunktur in Europa sowie die Einflüsse der neuen Regierung in den USA auf den Welthandel. Das BIP-Wachstum belief sich 2016 auf 1.3 Prozent.

**Arbeitsmarkt:  
2016 war ein  
schwieriges Jahr**

Der Arbeitsmarkt hat ein schwieriges Jahr hinter sich. Insbesondere in der Industrie und in der Ban-

ken- und Versicherungsbranche gingen zahlreiche Arbeitsplätze verloren. Aber auch bei der Post und bei den SBB sind grosse Reorganisations- und Sparprogramme angekündigt worden. Trauriger Höhepunkt war der Entscheid von Alstom, in der Schweiz 900 Stellen abzubauen. Im Jahresdurchschnitt waren 2016 149317 Personen arbeitslos gemeldet, was einer Zunahme von beinahe 7000 Personen entspricht. Die Statistiken der ILO weisen für die Schweiz Ende Jahr sogar eine Erwerbslosenquote von 4.8 Prozent aus. Diese Quote liegt über derjenigen von Deutschland. Insbesondere bei den älteren Arbeitnehmenden nahm die Erwerbslosigkeit auch 2016 zu.

**Artikel 121a:  
Die Umsetzung  
ist vollzogen**

Das Berichtsjahr stand noch ganz im Zeichen der Umsetzung von Artikel 121a der Bundesverfassung und der zukünftigen Beziehungen zur Europäischen Union. Erst mit dem Stellenlosenvor-

rang konnte der bundesrätliche Irrweg einer unilateralen Schutzklausel verlassen und eine EU-kompatible Lösung gefunden werden. Für Travail.Suisse war immer klar, dass der Erhalt der bilateralen Verträge mit der EU Priorität haben muss. Eine entsprechende Resolution wurde an der Delegiertenversammlung im Frühjahr verabschiedet. Diese forderte aber gleichzeitig auch eine Verbesserung der flankierenden Massnahmen. In den Arbeitsgruppen «Vollzugsoptimierungen der flankierenden Massnahmen» konnten zwar etliche kleine Anpassungen erreicht werden, allerdings blieben entscheidende Baustellen bestehen.

**Lohnrunde: Knapp  
zufriedenstellend**

Wie gewohnt stiegen Travail.Suisse und die angeschlossenen Verbände mit differenzierten Lohnforderungen in den Lohnherbst 2016. Trotz nicht einfachen wirtschaftlichen Voraussetzungen vertraten sie die Ansicht, dass der Einsatz der



*Valérie Borioli Sandoz hat die Projektleitung für info-workcare.ch inne. Hier im Gespräch mit einer Teilnehmerin der Tagung. Rechts im Bild: Nationalrat Thomas Weibel.*

*Valérie Borioli Sandoz s'est occupée de diriger le projet info-workcare.ch. Elle discute ici avec une participante à la Journée d'étude. A droite: le Conseiller national Thomas Weibel.*

Malgré des conditions économiques pas faciles, elles ont estimé que l'engagement des travailleurs et travailleuses devait être récompensé pour faire en sorte que la plupart d'entre eux obtiennent une augmentation salariale d'environ un pourcent. La plupart des rondes de négociations se sont terminées par des augmentations situées entre 0.5 et 1 pourcent. Dans l'ensemble, Travail.Suisse et les fédérations affiliées considèrent ainsi les négociations salariales 2016 comme tout

juste satisfaisantes. Le côté négatif est représenté par les entreprises qui, en partie pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive, n'ont pas accordé d'augmentation de salaires. La tendance à octroyer une partie croissante de l'augmentation sous forme individuelle s'est encore confirmée. Et, de surcroît, le service public est soumis à une pression considérable.

**Salaires des managers: ils continuent allégrement leur croissance**

Pour la douzième année consécutive, Travail.Suisse a examiné les rémunérations des «topmanagers» dans 27 entreprises de Suisse. A nouveau, on voit une nette augmentation des salaires des managers et une augmentation de l'écart salarial dans plus des deux-tiers des entreprises étudiées. L'initiative sur les rémunérations abusives ne développe pas d'effets notables car on peut contourner facilement les mécanismes de limitation prévus. Le problème des salaires exorbitants des managers reste complètement irrésolu. La révision du droit de la société anonyme, qui devait reprendre dans la loi les réglementations de l'ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb), a toujours besoin d'une adaptation urgente.

**Peur de perdre son emploi: particulièrement répandue au Tessin et dans la région lémanique**

Avec le «Baromètre Conditions de travail», Travail.Suisse a introduit en 2015 un nouvel instrument pour mesurer les conditions de travail en Suisse. Le 2<sup>ème</sup> sondage effectué en 2016 a permis de mettre en évidence les premières modifications vues dans une dimension temporelle. On a alors observé que les travailleurs et travailleuses sont, d'un côté, toujours plus insatisfaits de leur salaire et, de l'autre, ont toujours moins d'influence sur leurs horaires de travail.

On a aussi examiné plus attentivement les différences régionales qui ont mis en exergue que la peur de perdre son emploi et la pression sur les conditions de travail sont nettement plus grandes au Tessin et dans la région lémanique.

**Personnes ayant un handicap: améliorer l'accès au marché du travail**

Travail.Suisse a reçu l'approbation du Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées (BFEH) et de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) pour un projet sur le thème «Comment une convention collective de travail peut-elle contribuer à l'intégration au marché du travail de personnes handicapées». Grâce à ce projet, les personnes ayant un handicap doivent trouver un meilleur accès au marché du travail par le biais d'un soutien de prestations des conventions collectives de travail. Le projet s'inscrit dans le cadre de la Conférence nationale pour l'intégration au marché du travail des personnes handicapées et il est prévu pour une période de trois ans.

Arbeitnehmenden belohnt werden muss, so dass die meisten von ihnen in den Genuss einer Lohnerhöhung von rund einem Prozent kommen. Bei den meisten Lohnabschlüssen konnten Lohnerhöhungen zwischen 0.5 und 1 Prozent erreicht werden. Insgesamt beurteilten Travail.Suisse und die angeschlossenen Verbände die Lohnrunde 2016 deshalb als knapp zufriedenstellend. Negativ ins Gewicht fallen die Unternehmen, welche zum Teil bereits zum dritten Mal in Folge eine Nullrunde verhängt haben. Auch hat sich der Trend zu immer grösseren Anteilen an individuellen Lohnerhöhungen bestätigt. Und nicht zuletzt steht der Service public massiv unter Druck.

**Managerlöhne: Sie steigen munter weiter**

Zum zwölften Mal in Folge hat Travail.Suisse die Entschädigungen der Topmanager in 27 Unternehmen der Schweiz untersucht. Es wurden erneut eine deutliche Erhöhung der Managerlöhne und eine Öffnung der Lohnschere in über zwei Dritteln der untersuchten Unternehmen festge-

stellt. Die Abzockerinitiative entfaltet keine spürbare Wirkung, da sich die vorgesehenen Beschränkungsmechanismen leicht umgehen lassen. Das Problem der exorbitanten Managerlöhne bleibt nach wie vor ungelöst. Bei der Aktienrechtsrevision, welche 2017 die Regelungen der Verordnung gegen übermässige Vergütungen bei börsenkotierten Aktiengesellschaften (VegüV) ins Gesetz überführen soll, besteht somit nach wie vor dringender Anpassungsbedarf.

**Angst vor Stellenverlust: Im Tessin und in der Genferseeregion besonders verbreitet**

Mit dem «Barometer Gute Arbeit» hat Travail.Suisse 2015 ein neues Instrument zur Messung der Arbeitsbedingungen in der Schweiz eingeführt. Mit der zweiten Durchführung 2016 konnten erste zeitliche Veränderungen abgebildet werden. Dabei zeigte sich, dass die Arbeitnehmenden einerseits zunehmend unzufrieden mit ihrem Lohn sind und andererseits immer weniger Einfluss auf die Gestaltung der Arbeitszeiten haben. Näher

untersucht wurden auch die regionalen Unterschiede. Es zeigt sich, dass der Druck auf die Arbeitsbedingungen und die Angst vor Stellenverlust bei den Arbeitnehmenden im Tessin und in der Genferseeregion deutlich grösser sind.

**Menschen mit Behinderungen: Zugang zum Arbeitsmarkt verbessern**

Travail.Suisse hat vom Eidgenössischen Büro für die Gleichstellung von Menschen mit Behinderungen (EBGB) und dem Bundesamt für Sozialversicherungen (BSV) ein Projekt zum Thema «Über Gesamtarbeitsverträge die Integration von Personen mit Behinderungen in den Arbeitsmarkt fördern» zugesprochen erhalten. Dank diesem Projekt sollen Menschen mit Behinderungen durch Unterstützung aus Leistungen von Gesamtarbeitsverträgen einen besseren Zugang zum Arbeitsmarkt finden. Das Projekt ist eingebettet in die Nationale Konferenz zur Arbeitsmarktintegration von Menschen mit Behinderung und ist auf die nächsten drei Jahre ausgerichtet.

Gleichstellungspolitik

## Wertvolles Angebot für pflegende Angehörige

**Neues Projekt: Erfolgreiche Lancierung von «info-workcare.ch»**

Die erste nationale, elektronische und unentgeltliche Informationsplattform für erwerbstätige Personen, die Angehörige betreuen, wurde am 25. Oktober 2016 erfolgreich lanciert. Die Lancierung

erfolgte anlässlich einer halbtägigen Veranstaltung zum Thema «Vereinbarkeit von Erwerbsarbeit und Care-Arbeit» und in Anwesenheit von Bundespräsident Johann Schneider-Ammann und von mehreren Parlamentarierinnen und Parlamentariern aus verschiedenen Parteien.

Die Plattform wird vom Eidgenössischen Büro

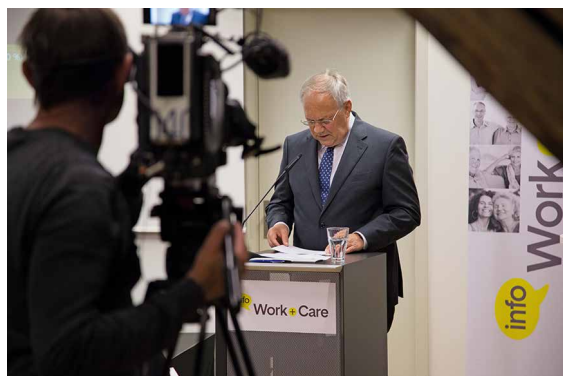
für die Gleichstellung von Frau und Mann finanziert. 2017 wird eine Evaluation durch die Nutzerinnen und Nutzer durchgeführt. Die ersten Rückmeldungen sind sehr positiv: Die Liste von über 1000 regionalen Adressen von Institutionen und Anlaufstellen, wo pflegende Angehörige Hilfe anfordern können, musste nur geringfügig korrigiert werden. Die Plattform wur-

## Une offre précieuse pour les proches aidants

**Nouveau projet :  
«info-workcare.ch»  
a été lancé avec  
succès**

La première plateforme nationale d'informations et de ressources en ligne gratuites destinées aux personnes actives impliquées dans les tâches de « care » a été lancée avec succès le 25 octobre. Le lancement s'est fait à l'occasion d'une demi-journée d'étude sur le thème de la conciliation de l'activité professionnelle et du travail de care, à laquelle a participé le président de la Confédération, M. Johann Schneider-Ammann, ainsi que plusieurs parlementaires de divers bords politiques intéressés par ce sujet.

Le projet, soutenu financièrement par le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, se prolonge en 2017, avec son évaluation par les utilisate-



*Bundesrat Johann Schneider-Ammann an der Tagung zur Lancierung von info-workcare.ch.*

*Le Conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann lors de la Journée d'étude à l'occasion du lancement d'info-workcare.ch.*

teurs. Les premiers retours sont très bons : peu de corrections ont dû être apportées au relevé de plus de 1000 adresses régionales d'institutions ou d'associations pouvant apporter de l'aide aux proches aidants. Le site enregistre environ 500 visites hebdomadaires en moyenne sur les deux mois qui ont suivi son lancement.

Un flyer publicitaire a été imprimé à près de 320 000 exemplaires. Il a pu être distribué dans les journaux publiés par les fédérations de Travail.Suisse, mais aussi auprès des membres de plusieurs chaînes de pharmacies, des drogueries et des associations spécialisées ayant collaboré à l'élaboration de [www.info-workcare.ch](http://www.info-workcare.ch). Les efforts de diffusion vont se poursuivre en 2017.

**Proches aidants :  
cela bouge aussi au  
niveau politique**

Comme souvent lors de l'élaboration de projets, des thèmes politiques émergent.

C'est le cas avec les proches aidants. En collaboration avec Travail.Suisse, le conseiller national Stefan Müller-Altermatt, a déposé deux interventions au parlement : la première concerne l'examen de la situation de la prévoyance professionnelle des proches aidants qui réduisent leur temps de travail ou l'abandonnent pour se consacrer à leurs proches. Le Conseil fédéral a accepté de se pencher sur la question. Le second texte veut en savoir plus sur les critères s'appliquant à un « travail convenable » que chômeurs et chômeuses – qui sont par ailleurs des proches aidants – sont dans l'obligation d'accepter sous peine de pénalités. La pratique relevant de l'évaluation de la situation personnelle de chacun•e par les

Offices régionaux de placement, une démarche directe auprès de l'association suisse s'impose.

Travail.Suisse est par ailleurs en contact régulier avec diverses organisations intéressées par le thème des proches aidants. Ceux-ci sont représentés sectoriellement par de nombreuses associations, la plupart du temps spécialisées en telle ou telle maladie. Aucune organisation nationale faitière ne défend actuellement les intérêts des proches aidants en général. Fédérer les initiatives et utiliser les synergies sera de l'intérêt de tous en vue de la prochaine consultation d'un projet législatif annoncé par le Conseil fédéral pour la fin 2017.

**Retour à la vie active :  
Le parlement fait  
marche arrière**

Le retour sur le marché du travail après une longue interruption n'est pas aisée pour les femmes avant tout

– majoritaires à abandonner toute activité professionnelle pour des raisons familiales – et il convient de prendre des mesures pour faciliter ce long processus.

Le vice-président de Travail.Suisse avait déposé en 2014 une initiative parlementaire demandant une adaptation de la loi sur l'assurance chômage afin de faciliter concrètement l'accès à des cours par les personnes qui se sont consacrées plus de quatre ans à l'éducation de leurs enfants. Cette initiative parlementaire avait passé la rampe des deux commissions chargées de l'examiner en 2015. Mais malheureusement, le Parlement ayant été renouvelé d'un tiers aux élections d'automne 2015, la majorité y a changé, tout comme dans les commissions parlementaires, et au final, le texte a été refusé.



de in den ersten zwei Monaten nach ihrer Lancierung von rund 500 Personen pro Woche besucht.

Ein Flyer wurde in einer Auflage von 320000 Exemplaren gedruckt. Er wurde den Zeitschriften der Verbände von Travail.Suisse beigelegt und an die Mitglieder mehrerer Apotheken- und Drogerienketten verteilt. Er wurde auch an jene Fachorganisationen verschickt, die an der Erarbeitung von [www.info-workcare.ch](http://www.info-workcare.ch) beteiligt waren. Die Verteilung des Flyers wird 2017 fortgesetzt.

**Pflegende Angehörige:  
Es bewegt sich auch  
politisch etwas**

Bei der Erarbeitung von Projekten tauchen immer wieder politische Fragen auf. Das war auch bei der

Vorbereitung der Plattform für pflegende Angehörige der Fall. In Zusammenarbeit mit Travail.Suisse hat Nationalrat Stefan Müller-Altermatt, Präsident des Personalverbands transfair, zwei Vorstösse eingereicht: Der erste fordert vom Bundesrat einen Bericht über die BVG-Deckung der Arbeitnehmenden, die ihr Arbeitspensum reduzieren oder ihre Erwerbsar-

beit ganz aufgeben, um sich um ihre Angehörigen zu kümmern. Der Bundesrat hat sich bereit erklärt, sich mit der Frage auseinanderzusetzen. Der zweite Vorstoss fordert, dass in der Arbeitslosenversicherung die Care-Arbeit zugunsten von Angehörigen bei der Bestimmung der «zumutbaren Arbeit» berücksichtigt wird. Da gemäss der Antwort des Bundesrates die Bewertung der persönlichen Situation der Erwerbslosen im Ermessen der Regionalen Arbeitsvermittlungszentren liegt, hat sich Travail.Suisse mit dieser Frage direkt an Verband der schweizerischen Arbeitsmarktbehörden gewandt.

Travail.Suisse steht im regelmässigen Kontakt mit verschiedenen Organisationen, die vom Thema der pflegenden Angehörigen betroffenen sind. Diese vertreten in der Regel die Interessen von Personen mit einer bestimmten Krankheit. Keine nationale Dachorganisation vertritt heute die Interessen der pflegenden Angehörigen im Allgemeinen. Es wird im Interesse aller Organisationen sein, im Hinblick auf die vom Bundesrat für Ende 2017 in Aussicht gestellte Gesetzesvorlage die Initiativen zu bündeln und die Synergien zu nutzen.

**Wiedereinstieg: Das  
Parlament macht  
rechtsumkehrt**

Der Wiedereinstieg ins Erwerbsleben nach einem längeren Unterbruch ist steinig. Betroffen sind vor allem Frauen, die ihre Erwerbstätigkeit aus familiären Gründen aufgeben. Es ist deshalb wichtig, Massnahmen zu ergreifen, um diesen beschwerlichen Weg zu vereinfachen.

Nationalrat Jacques-André Maire, Vizepräsident von Travail.Suisse, hatte 2014 eine parlamentarische Initiative eingereicht, welche eine Anpassung der Arbeitslosenversicherung verlangte. Ziel dieses Vorstosses war, den Personen, die sich mehr als vier Jahre der Betreuung ihrer Kinder gewidmet und dazu ihre Erwerbstätigkeit aufgegeben haben, den Zugang zu Weiterbildungskursen zu erleichtern. Die Initiative hatte 2015 zwar die Hürde der beiden vorberatenden Kommissionen genommen. Da die Mehrheiten im neu gewählten Parlament geändert haben, wurde die Initiative schliesslich doch noch abgelehnt.

Sozialpolitik

## Einsatz für die jüngere und die ältere Generation

**Vaterschaftsurlaub:  
Volle Energie für  
Volksinitiative**

Die Arbeit stand im Zeichen der Volksinitiative «Für einen vernünftigen Vaterschaftsurlaub – zum Nutzen der ganzen Familie». Es galt die Hauptanliegen zu definieren und den Initiativtext zu formulieren. Dieser verlangt, dass in der Bundesverfassung analog zur Mutterschaftsver-

sicherung eine Vaterschaftsversicherung verankert wird. Zudem soll im Obligationenrecht ein Anspruch auf mindestens vier Wochen Vaterschaftsurlaub festgeschrieben werden. Der Vaterschaftsurlaub soll flexibel bezogen werden können, und zwar innert eines Jahres nach der Geburt des Kindes. So soll es auch möglich sein, den Vaterschaftsurlaub in Form von einzelnen freien Arbeitstagen zu beziehen. Da-

hinter steht die Überlegung, dass der Vaterschaftsurlaub auch mit Teilzeitarbeit verbunden werden kann. Die mindestens 14 Wochen Mutterschaftsurlaub bleiben unangetastet. Mit je 0.06 Lohnprozenten für Arbeitgeber und Arbeitnehmende sind die Kosten überschaubar. Das Anliegen wird von breiten Kreisen getragen: Zusammen mit den Dachverbänden Pro Familia Schweiz, männer.ch und alliance F wurde der

## Engagement pour les générations les plus jeunes et les plus âgées

### Congé paternité: plein d'énergie pour une initiative populaire

Les travaux ont été placés sous le signe de l'initiative populaire « Pour un congé paternité raisonnable – en faveur de toute la famille ».

Il s'agissait de définir la principale exigence et de formuler le texte d'initiative. Celui-ci requiert d'ancrer dans la Constitution, de manière analogue à l'assurance-maternité, un congé paternité. En outre, dans le droit des obligations, il faut fixer un droit d'au moins quatre semaines de congé paternité. Le congé paternité doit pouvoir être pris de manière flexible mais dans le temps d'une année après la naissance de l'enfant. Il doit aussi être possible de prendre le congé paternité sous la forme de jours espacés afin de pouvoir le relier avec le travail à temps partiel. Les 14 semaines au moins de congé maternité demeurent intangibles. Les coûts sont prévisibles avec 0.06 pourcent à la charge de l'employeur et le même montant à celle du travailleur. La requête est soutenue par de vastes cercles. On a fondé avec les associations faitières Pro Familia Suisse, männer.ch et alliance F l'association « Le congé paternité maintenant ! », rejointe au cours de l'année par environ 25 autres organisations. Le lancement de l'initiative en mai a suscité un écho largement positif. Travail.Suisse et les fédérations engagées ont gagné avec cette exigence sympathique en visibilité dans l'opinion et les médias. En outre, depuis le lancement de l'initiative, différents employeurs ont étendu le congé paternité. Il est prévu de déposer l'initiative en 2017.

### Prévoyance vieillesse 2020: lutte pour une réforme capable de majorité

Travail.Suisse a suivi intensément les délibérations parlementaires sur la réforme

vieillesse 2020. On a pu apporter le point de vue des travailleurs/euses lors d'auditions auprès de la commission sociale du Conseil national. Avant le début des débats au Conseil national, l'initiative « AVS plus », qui demandait une augmentation des rentes de 10 pourcent fut soumise au vote populaire et rejetée. Travail.Suisse avait soutenu sans engagement formel cette initiative dans la perspective des décisions du Parlement sur la réforme vieillesse. Pendant que les décisions prises par le Conseil des Etats demeureraient raisonnables, le Conseil national a pris une ligne dure, sans compromis. : augmentation de l'âge de la retraite des femmes sans mesures de compensation, introduction d'une augmentation automatique de l'âge de la retraite à 67 ans en cas de sous-financement de l'AVS, réduction de la rente de veuve et suppression des rentes pour enfants ainsi que baisse du taux minimal de conversion dans le 2<sup>ème</sup> pilier. En outre, il proposait un modeste financement supplémentaire de l'AVS et une compensation déséquilibrée des baisses de rentes dans le 2<sup>ème</sup> pilier. Dans le processus d'élimination des divergences, le Conseil des Etats s'en tint fermement à son concept et confirma sa décision de relever modestement les rentes AVS des nouveaux rentiers et rentières pour compenser la baisse du taux de conversion minimal dans la prévoyance professionnelle. En outre, il prit des mesures pour mieux assurer les personnes travaillant à temps partiel et s'en tint à un financement supplémentaire

plus important de l'AVS. Cela n'empêche pas, aussi avec cette proposition, de devoir avaler différentes couleuvres pour les travailleurs et travailleuses. Mais comme on constate un réel effort fait pour répartir la charge sur plusieurs épaules, Travail.Suisse s'est fortement engagé en faveur de la version du Conseil des Etats lors de la suite du processus parlementaire.

### Prévoyance professionnelle: pression historique sur le taux d'intérêts

Le défi historique des très bas taux d'intérêt et les grandes variations dans les placements de la fortune ont aussi eu en 2016 des effets notables sur la prévoyance professionnelle. Ainsi, le Conseil fédéral abaissa à nouveau le taux d'intérêt minimal dans la LPP. Ce n'est qu'avec une forte opposition et en relevant que la raison même du 2<sup>ème</sup> pilier sans une rémunération correcte des placements devient douteuse, que l'on a pu empêcher une baisse en dessous de 1 pourcent. Si les taux devaient continuer à rester bas, la problématique va encore s'accroître dans le futur. Les taux techniques eux aussi – la base la plus importante pour fixer le taux d'intérêt minimal et déterminant pour le niveau des rentes – ont fortement baissé dans de nombreuses caisses de pension. La pression sur les rentes s'accroît aussi fortement dans le domaine subobligatoire. Il est choquant, dans ce contexte, que les assurés doivent se serrer plus fortement la ceinture pendant que les sociétés d'assurance-vie continuent à encaisser des bénéfices bien trop élevés.

Verein «Vaterschaftsurlaub jetzt!» gegründet, dem im Laufe des Jahres rund 25 weitere Organisationen beigetreten sind. Das Echo auf die Lancierung der Initiative im Mai war durchgehend positiv. Travail.Suisse und die engagierten Verbände gewannen mit diesem sympathischen Anliegen an Sichtbarkeit in der Öffentlichkeit und in den Medien. Zudem bauten seit der Lancierung der Initiative verschiedene Arbeitgeber den Vaterschaftsurlaub aus. Die Initiative soll 2017 eingereicht werden.

**Altersreform 2020:  
Ringens um mehr-  
heitsfähige Reform**

Travail.Suisse begleitete die parlamentarischen Beratungen zur Altersreform 2020 intensiv.

Dabei konnte die Sicht der Arbeitnehmenden bei den Anhörungen der nationalrätlichen Sozialkommission eingebracht werden. Vor der Beratung im Nationalrat kam die Initiative «AHVplus» mit der Forderung, die AHV-Renten um 10 Prozent zu erhöhen, zur Abstimmung und scheiterte. Travail.Suisse hatte diese Initiative in Hinblick auf die Entscheide im Parlament zur Altersreform ideell unterstützt. Während die Beschlüsse des Ständerats noch in eine vernünftige Richtung wiesen, fuhr der Nationalrat eine kompromisslos harte Linie: Erhöhung des Frauenrentenalters ohne Kompensationsmassnahmen, Einführung einer automatischen Rentenaltererhöhung auf 67 Jahre bei einer Unterfinanzierung der AHV, Kürzung der Witwenrente und Streichung der Kinderrenten sowie Senkung des Mindestumwandlungssatzes im BVG. Dem stellte er eine bescheidene Zusatzfinanzierung der AHV sowie eine unausgeglichene Kompensation der Rentensenkungen in der 2. Säule gegenüber. Der Ständerat beharrte jedoch in der Differenzbereinigung auf seinem Konzept und bestätigte seinen Beschluss, die AHV-Renten von Neurentnerinnen und -rentnern als Ausgleich zur Senkung des Mindestumwandlungssatzes in der beruflichen Vorsorge moderat

anzuheben. Zudem ergriff er erste Massnahmen, um Teilzeitarbeit besser zu versichern, und beharrte auf einer stärkeren Zusatzfinanzierung der AHV. Auch bei diesem Vorschlag gibt es für die Arbeitnehmenden verschiedene Kröten zu schlucken. Aber das Bemühen um Ausgleich und die Verteilung der Last auf viele Schultern war spürbar, so dass Travail.Suisse sich im weiteren Verlauf für die Variante Ständerat stark machte.

**Berufliche Vorsorge:  
Historischer Druck  
auf Zinsen**

Die Tiefzinssituation als historische Herausforderung und die grossen Schwankungen bei den Vermögensanla-

gen hatten auch 2016 starke Auswirkungen auf die berufliche Vorsorge. So sank der vom Bundesrat festgelegte Mindestzinssatz im BVG erneut. Nur mit starker Gegenwehr und mit Verweis auf die fehlende Daseinsberechtigung des BVG ohne substantielle Verzinsung konnte eine Senkung auf unter 1 Prozent verhindert werden. Sollten die Zinsen weiterhin tief bleiben, wird sich die Problematik in Zukunft noch zuspitzen. Auch die technischen Zinsen – die wichtigste Grundlage zur Festlegung des Mindestumwandlungssatzes und damit entscheidend für die Rentenhöhen – sind in vielen Pensionskassen stark gesenkt worden. Der Druck auf die Renten nimmt damit auch im überobligatorischen Bereich erheblich zu. Stossend bleibt zudem, dass die Versicherten den Gürtel enger schnallen müssen, die gewinnorientierten Versicherungsgesellschaften aber weiterhin überhöhte Gewinne einkassieren können.

**Invalidenversicherung und  
Ergänzungsleistungen:  
Nächste Reformen  
liegen auf dem Tisch**

Travail.Suisse hat sich im Rahmen der Vernehmlassungen zur Weiterentwicklung der Invalidenversi-



*20 000 Teilnehmerinnen und Teilnehmer haben am 9. September 2016 gegen Abbaumassnahmen bei der Altersvorsorge demonstriert, darunter auch eine grosse Delegation der OCST.*

*20 000 participantes et participants ont manifesté le 9 septembre 2016 contre les mesures de démantèlement de la prévoyance vieillesse et parmi eux, une grande délégation de l'OCST.*

cherung (IV) und zur Reform der Ergänzungsleistungen (EL) gegen Leistungskürzungen in diesen beiden wichtigen Sozialversicherungen ausgesprochen. Ein noch stärkeres Abgleiten der IV-Bezügerinnen und -bezüger in die Ergänzungsleistungen und ein Nebeneinander von EL und Sozialhilfe muss dringend vermieden werden. Zudem hat Travail.Suisse darauf hingewiesen, dass bei den EL endlich die in den letzten 15 Jahren stark gestiegenen Wohnungsmieten besser berücksichtigt werden müssen. Bei der IV hat sich Travail.Suisse dafür eingesetzt, dass die Eingliederung von Menschen mit einer Behinderung für die Arbeitgeber einen verbindlicheren Charakter bekommt und neue Modelle nach dem Vorbild der Lehrbetriebsverbände gefördert werden.

**Assurance-invalidité et prestations complémentaires : les prochaines réformes arrivent**

Travail.Suisse s'est prononcé, dans le cadre des procédures de consultation sur la poursuite du développement de l'assurance-invalidité et sur la

réforme des prestations complémentaires (PC), contre des réductions de prestations dans ces deux importantes assurances sociales. Il faut éviter un passage encore plus important des personnes qui reçoivent une rente de l'AI vers les prestations complémentaires et l'octroi des PC doit éviter impérativement un recours à l'aide sociale. Travail.Suisse a aussi fait

remarquer qu'il faut enfin mieux prendre en considération la forte augmentation des loyers au cours des 15 dernières années sur les PC. Dans l'AI, Travail.Suisse s'est engagé pour que la réinsertion des personnes avec un handicap ait un caractère obligatoire pour les employeurs et que l'on développe de nouveaux modèles à l'image des réseaux d'apprentissage.

Politique de migration

## Une année qui voit aboutir plusieurs réformes

**Projets de loi en cours : fin des débats**

L'année 2016 aura surtout été marquée de manière générale par la concrétisation de certains projets ou discussions en suspens. Une solution « light » a été trouvée concernant la question de la libre-circulation des personnes. La reprise des discussions sur l'initiative parlementaire pour faciliter la naturalisation des jeunes étrangers et étrangères de la 3<sup>ème</sup> génération aura aussi marqué un tournant positif jusqu'à son acceptation par les deux chambres du Parlement au mois de septembre. Finalement, l'adoption de la nouvelle Loi sur les étrangers et l'intégration (LEI) prévoyant des durcissements et quelques améliorations a quant à elle abouti lors de la dernière session parlementaire en décembre 2016.

**Naturalisation facilitée pour la 3<sup>ème</sup> génération : enfin!**

Après plus de 8 ans de consultation au sein des deux chambres du Parlement fédéral, l'initiative parlementaire intitulée « La Suisse doit reconnaître ses enfants » a enfin abouti à un arrêté fédéral soumis à

la votation du peuple et des cantons. Travail.Suisse a manifesté son soutien à la campagne et a fait partie des premiers signataires de l'Appel lancé lors de la conférence de presse interpartis de novembre 2016. Travail.Suisse s'est également montré actif dans la campagne en sollicitant la participation de plusieurs organisations à la réalisation d'une courte vidéo destinée à montrer des exemples de jeunes de la 3<sup>ème</sup> génération.

**Intégration : une réforme adoptée en coup de vent**

Passée pratiquement inaperçue, la Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI) a été adoptée lors de la dernière session parlementaire de l'année 2016, après avoir été réintroduite dans les débats en septembre de la même année. Plusieurs durcissements viennent entacher le projet de base qui avait été proposé en 2013, notamment avec l'introduction de possibilités plus larges de révoquer les permis et des conditions sur le regroupement familial plus restrictives. Travail.Suisse soutenait la volonté d'impliquer davantage la participation des employeurs dans l'intégration du personnel, mais l'article y relatif

a été biffé. Des améliorations sont toutefois à saluer en matière d'intégration sur le marché du travail des personnes admises à titre provisoire. La suppression de la taxe de 10% prélevée sur le salaire et de l'obligation de demander une autorisation de travail sont des éléments favorisant l'intégration professionnelle.

**Projet pilote : l'intégration dans le domaine de l'asile pose aussi des défis**

En juin 2016, le peuple et les cantons ont accepté la modification de la loi fédérale sur l'asile concernant l'accélération des procédures. Travail.Suisse a soutenu la campagne par un « statement » visuel organisé par la Commission fédérale des migrations (CFM). Il a également participé à la campagne organisée par l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) en donnant son opinion sur la votation. En matière d'intégration, le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) a lancé un projet pilote destiné à encourager l'intégration des personnes issues du domaine de l'asile. Travail.Suisse a présenté une résolution à cet effet lors de son assemblée générale des délégué-e-s et relève certains défis qui se présentent.

## Konkretisierung diverser Reformen

### Hängige Gesetzesvorlagen: **Abschluss der Beratungen**

Das Jahr 2016 stand im Zeichen der Konkretisierung diverser hängiger Vorlagen. Bezüglich des freien

Personenverkehrs ist mit den Inländervorrang «light» eine Lösung gefunden worden. Mit der Wiederaufnahme der Diskussionen über die diesbezügliche parlamentarische Initiative und deren Annahme durch beide Räte im September entwickelte sich auch die Frage der erleichterten Einbürgerung der 3. Generation in eine positive Richtung. Auch das neue Ausländer- und Integrationsgesetz (AuG) ist im Dezember 2016 zu Ende beraten worden. Mit diesem Gesetz sind sowohl Verschärfungen wie auch Verbesserungen verbunden.

### Erleichterte Einbürgerung der 3. Generation: **Endlich!**

Nach mehr als acht Jahren Beratung in beiden Räten des eidgenössischen Parlaments wurde die parlamentarische Initiative «Die Schweiz muss ihre Kinder anerken-

nen» endlich in einen Bundesbeschluss gegossen, der Anfang Februar 2017 Volk und Ständen zur Abstimmung unterbreitet wurde. Travail.Suisse gehörte zu den Erstunterzeichnern des im November 2016 lancierten überparteilichen Aufrufs im Hinblick auf die Unterstützung dieser Vorlage. Travail.Suisse hat sich aktiv an der Kampagne beteiligt und mehrere Organisationen dazu aufgefordert, sich an der Realisation eines kurzen Videos mit Aussagen von betroffenen Jugendlichen der 3. Generation zu beteiligen.

### Integration: **Eine im Schnellzugstempo angenommene Reform**

Nach Wiederaufnahme der parlamentarischen Beratungen im September 2016 ist das Ausländer- und

Integrationsgesetz (AuG) anlässlich der Wintersession des gleichen Jahres verabschiedet worden. Die 2013 vom Bundesrat präsentierte Vorlage wurde in mehreren Punkten verschärft: So wurden die Möglichkeiten, eine Niederlassungsbewilligung zu widerrufen, ausgedehnt und die Bedingungen für den Familiennachzug verschärft. Auch der von Travail.Suisse unterstützte Passus, wonach Arbeitgeber in Bezug auf die Integration ihrer Angestellten stärker in die Pflicht genommen werden sollten, wurde aus dem Gesetz gestrichen. Das Gesetz enthält aber auch einige Verbesserungen, namentlich für vorläufig aufgenommene Personen: Die Abschaffung der Sonderabgabe von 10 Prozent auf den Löhnen und der Verzicht auf ein aufwändiges Bewilligungsverfahren für Arbeitgeber, die eine vorläufig aufgenommene Person anstellen wollen, sind Elemente, welche ihre Integration begünstigen.

### Pilotprojekt zur Integration: **Einigen Herausforderungen ist besondere Beachtung zu schenken**

Im Juni 2016 haben Volk und Stände die Anpassung des Asylgesetzes angenommen und damit

der Beschleunigung des Asylverfahrens zugestimmt. Travail.Suisse hat die Kampagne mit einem von der Eidgenössischen Kommission für Migration (EKM) initiierten Testimonial unterstützt und sich ebenfalls an der Kampagne der Schweizerischen Flüchtlingshilfe

(SFH) beteiligt. Das Staatssekretariat für Migration (SEM) hat ein Pilotprojekt lanciert zur Förderung der Integration von anerkannten Flüchtlingen und vorläufig aufgenommenen Personen. Travail.Suisse hat an der Delegiertenversammlung eine Resolution dazu verabschiedet und auf die Herausforderungen hingewiesen, denen im Rahmen dieses Projekts besondere Beachtung geschenkt werden muss.

## Proposer une formation d'avenir

### Formation continue : comment la favoriser ?

Dans le cadre d'une conférence de presse s'étant tenue au début de l'année, Travail.Suisse a présenté des revendications concrètes sur la manière dont les entreprises mais aussi les organisations de travailleurs et travailleuses peuvent favoriser la formation continue des travailleurs/euses et employé•e•s.

### Formation professionnelle 2030 : reconnaître les défis et les relever

Le Sommet national de la formation professionnelle s'est déroulé, avec la participation de Travail.Suisse, sous le mot-clé « formation professionnelle 2030 » décidant ainsi d'examiner un développement ciblé de la formation professionnelle. Tous les partenaires de la formation professionnelle s'engagent à aborder ensemble les nouveaux défis de la formation professionnelle (par exemple la digitalisation) et à trouver des solutions par le biais d'une bonne stratégie. Travail.Suisse a attiré l'attention sur dix domaines importants qu'il s'agit de travailler. C'est en particulier le thème « formation professionnelle pour adultes » qui est porteur d'avenir pour Travail.Suisse.

### Formation de l'identité des jeunes : un nouveau projet d'animation théâtrale

Suite au grand succès de l'animation théâtrale « Rookie – différentes nationalités se rencontrant dans la journée de travail des apprentis•e•s », Travail.Suisse a décidé de mettre en route un

nouveau projet. Il tourne autour de la question « de la formation identitaire des jeunes dans un contexte multiculturel ». Le projet, déposé auprès du SEFRI, a été accepté si bien que la production théâtrale avec le groupe de théâtre Maralam a pu démarrer.

### Financement des cours préparatoires : solution satisfaisante

2016 a vu au niveau de la Confédération se dérouler la foire d'empoigne pour le financement de la formation pour les quatre prochaines années. Pour Travail.Suisse, la question essentielle a été de faire en sorte que le nouveau financement et à un niveau supérieur des cours préparatoires par la Confédération ne se fasse pas au détriment de la formation professionnelle de base. Grâce à une bonne collaboration avec le domaine des hautes écoles, une solution de financement satisfaisante a pu être trouvée.

### Conférence des hautes écoles : présidence du comité permanent

Travail.Suisse a obtenu en 2016 dans le cadre de la Conférence des hautes écoles la présidence du comité permanent des représentants•e•s des organisations du monde du travail. Travail.Suisse a mis particulièrement l'accent sur la médecine de famille, une bonne réglementation de la formation continue dans les hautes écoles et le renforcement des droits de participation des professeur•e•s. Pour faire valoir ses points de vue dans la discussion, Travail.Suisse dispose d'un bon instrument, l'infomail sur la loi fédérale sur l'encou-

agement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (LEHE), qui est publiée quatre fois par an.

### Engagement européen : promouvoir le système dual de la formation professionnelle

Travail.Suisse a travaillé au niveau européen avec l'élaboration de la boîte à outils sur l'apprentissage (<http://www.apprenticeship-toolbox.eu/>). Elle montre aux autorités et milieux économiques intéressés à la formation professionnelle comment le système dual de la formation professionnelle fonctionne dans différents pays européens (Danemark, Allemagne, Luxembourg, Autriche, Suisse). Travail.Suisse s'engage aussi en tant que représentant de la Suisse dans le Advisory Committee for Vocational Training (ACVT) où l'on discute des questions de la formation professionnelle au niveau européen.

### Interruptions d'apprentissage : rechercher les causes et les contrer

Hotel & Gastro Union et Travail.Suisse ont décidé ensemble de démarrer un projet dans les professions de la gastronomie en raison du taux plus élevé que la moyenne de l'interruption d'apprentissage. Dans un premier temps, il est prévu de faire rechercher les causes de ces interruptions par l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle (IFFP). Dans un second temps, on élaborera des mesures pour faire baisser le pourcentage des interruptions d'apprentissage.

## Die Bildung zukunftsfähig machen

### Weiterbildung: **Wie kann sie begünstigt werden?**

Im Rahmen einer Medienkonferenz anfangs Jahr präsentierte Travail.Suisse konkrete Forderungen, wie die Betriebe, aber auch

die Arbeitnehmerorganisationen die Weiterbildung der Arbeitnehmenden und Angestellten begünstigen können.

### Berufsbildung 2030: **Herausforderungen benennen und anpacken**

Das Spitzentreffen der Berufsbildung hat sich mit Beteiligung von Travail.Suisse unter dem

Stichwort «Berufsbildung 2030» dafür entscheiden, eine gezielte Weiterentwicklung der Berufsbildung ins Auge zu fassen. Gemeinsam mit allen Verbundpartnern der Berufsbildung sollen die neuen Herausforderungen der Berufsbildung (z.B. die Digitalisierung) angepackt und mit Hilfe einer klugen Strategie einer Lösung zugeführt werden. Travail.Suisse hat auf zehn wichtige Themenfelder, die zu bearbeiten sind, hingewiesen. Insbesondere das Thema «Berufsbildung für Erwachsene» ist aus Sicht von Travail.Suisse zukunftsrelevant.

### Identitätsstiftung von Jugendlichen: **Neues Forumtheaterprojekt**

Nach dem grossen Erfolg des Forumtheaters «Rookie – Verschiedene Nationalitäten im Lehrlingsalltag»

hat sich Travail.Suisse entschieden, ein weiteres Theaterprojekt anzustossen. Dieses neue Projekt dreht sich um die Frage der «Identitätsfindung von

Jugendlichen in einem multikulturellen Umfeld». Die Projekteingabe beim SBFI war erfolgreich, so dass Travail.Suisse die Theaterproduktion zusammen mit der Theatergruppe Maralam 2016 in Angriff nehmen konnte.

### Finanzierung der Vorbereitungskurse: **Befriedigende Lösung**

2016 fand auf eidgenössischer Ebene der Kampf um die Bildungsfinanzierung für die nächsten vier Jahre statt. Aus Sicht von Travail.

Suisse ging es vor allem darum, dass die Neu- und Höherfinanzierung der Vorbereitungskurse durch den Bund nicht auf Kosten der beruflichen Grundbildung geschieht. Dank einer guten Zusammenarbeit auch mit dem Hochschulbereich konnte letztlich eine befriedigende Finanzierungslösung gefunden werden.

### Hochschulkonferenz: **Vorsitz im Ausschuss**

2016 hatte Travail.Suisse im Rahmen der Hochschulkonferenz den Vorsitz

beim ständigen Ausschuss aus Vertreterinnen und Vertretern der Organisationen der Arbeitswelt inne. Besondere Anliegen von Travail.Suisse waren die Stärkung der Hausarztmedizin, gute Regelungen bei der Hochschulweiterbildung und die Stärkung der Mitwirkungsrechte der Dozierenden. Ein Instrument, um die Positionen in die Diskussion einzubringen, ist das HFKG-Infomail, das Travail.Suisse viermal pro Jahr veröffentlicht.

### Europäisches Engagement: **Duales Berufsbildungssystem fördern**

Travail.Suisse arbeitete auf europäischer Ebene mit bei der Erarbeitung der apprenticeship-toolbox (<http://www.apprenticeship-toolbox.eu/>). Sie zeigt den an der Berufsbildung interessierten Behörden und Wirtschaftskreisen auf, wie das duale Berufsbildungssystem in verschiedenen Ländern Europas (Dänemark, Deutschland, Luxemburg, Österreich, Schweiz) funktioniert. Zudem engagierte sich Travail.Suisse als Vertretung der Schweiz im Advisory Committee for Vocational Training (ACVT), in welchem Fragen der Berufsbildung auf europäischer Ebene diskutiert werden.

### Lehrabbrüche: **Ursachen erforschen und Gegenmassnahmen ergreifen**

Hotel & Gastro Union und Travail.Suisse haben gemeinsam beschlossen, angesichts der überdurchschnittlich hohen Lehrvertragsauflösungsquote in den Gastroberufen ein Projekt zu starten. Dazu sollen in einem ersten Schritt die Ursachen der Lehrvertragsauflösungen durch das Eidg. Hochschulinstitut erforscht werden. In einem zweiten Schritt sollen dann Massnahmen erarbeitet werden, um die Lehrvertragsauflösungsquote zu senken.

### Ältere Arbeitnehmende: **Arbeitsmarktfähigkeit erhalten dank Weiterbildung**

Auf die zweite Konferenz zum Thema «Ältere Arbeitnehmende» hin hat Travail.Suisse die

**Travailleuses et travailleurs âgés: les maintenir sur le marché du travail par la formation continue**

Lors de la 2<sup>ème</sup> conférence sur le thème « des travailleurs âgés », Travail.Suisse a renouvelé et approfondi ses

positions dans un document avant tout en lien avec la politique de la formation. Les statistiques nous montrent toujours plus clairement que les travailleuses et travailleurs âgés sont davantage touchés par le chômage et le fait de se retrouver en fin de droits.

**Protéger le nom des Ecoles supérieures**

Il est prévu de renforcer la formation proche du marché du travail des Ecoles supérieures par

une nouvelle ordonnance concernant les conditions minimales pour les Ecoles supérieures ((OCM ES). On a besoin en particulier de la protection du nom «Ecole supérieure» et une meilleure collaboration entre les organisations économiques et les prestataires de formation. Travail.Suisse s'est exprimé à plusieurs reprises à ce sujet et a fait valoir sa propre position dans la discussion.

**Enseignement des langues: faciliter la mobilité par le biais de l'harmonisation**

On demande aux travailleuses et travailleurs d'être mobiles sur le marché du travail. Les enfants en âge scolaire sont aussi souvent

concernés par des déménagements de nature professionnelle et doivent trouver leurs repères dans un nouvel environnement scolaire. Cela est rendu plus difficile quand les buts de l'enseignement des différents niveaux scolaires des cantons ne sont pas harmonisés comme le prescrit l'Art. 62.4 de la Constitution fédérale. Cela concerne aussi naturellement l'enseignement des langues. Les différentes solutions, concernant le début de l'enseignement

d'une 2<sup>ème</sup> langue nationale et de l'anglais, entravent inutilement la mobilité et affectent négativement les enfants et les jeunes. C'est pourquoi, Travail.Suisse soutient le Conseil fédéral pour améliorer l'harmonisation de l'enseignement des langues.



*Weiter mit Bildung:  
Mitglieder von Travail.Suisse-Verbänden  
an einem Weiterbildungskurs von ARC.*

*En avant la formation:  
les membres des fédérations de Travail.Suisse  
lors d'un cours de formation continue de ARC.*





Positionen vor allem im Hinblick auf die Bildungspolitik in einem Grundlagenpapier erneuert und vertieft. Statistisch zeigt sich immer deutlicher, dass die älteren Arbeitnehmenden vermehrt von Erwerbslosigkeit und Aussteuerung betroffen sind.

#### Höhere Fachschulen: Namen schützen

Die arbeitsmarktnahe Ausbildung der Höheren Fachschulen muss durch eine neue Mindestverordnung für die Höheren Fachschulen (MiVo-HF) gestärkt werden. Insbesondere braucht es einen Schutz des Namens «Höhere Fachschule» und eine bessere Zusammenarbeit zwischen den Wirtschaftsorganisationen und den Bildungsanbietern. Travail.Suisse hat sich dazu mehrfach geäußert und die eigene Position in die Diskussion eingebracht.

#### Sprachunterricht: Mobilität erleichtern durch Harmonisierung

Von den Arbeitnehmenden wird Mobilität auf dem Arbeitsmarkt gefordert. Von beruflich bedingten Umzügen sind oft auch Schulkinder betroffen. Diese müssen sich in einem neuen schulischen Umfeld zurechtfinden. Dies wird erschwert, wenn die Ziele des Unterrichts der verschiedenen Schulstufen über die unterschiedlichen Kantone hinweg nicht harmonisiert sind, wie dies die Bundesverfassung (Art.62.4 BV) fordert. Dies trifft natürlich auch auf den Sprachunterricht zu. Mit den unterschiedlichen Lösungen, wann mit der zweiten Landessprache und mit dem Englischunterricht begonnen wird, wird die Mobilität unnötigerweise erschwert und werden die Kinder und Jugendlichen belastet. Travail.Suisse hat daher den Bundesrat darin unterstützt, die Harmonisierung des Sprachunterrichts zu verbessern.

## Une stratégie énergétique 2050 soumise au verdict des urnes

### Stratégie énergétique : maintien de l'essentiel

Le Parlement a poursuivi le traitement de la stratégie énergétique 2050. Les dispositions clés du projet – interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires, soutien accru accordé aux énergies renouvelables via l'augmentation de la rétribution du courant vert à prix coûtant (RPC) jusqu'à 2,3 centimes par kWh et les importants moyens pour l'assainissement énergétique des bâtiments (450 millions de francs par an) – ont pu être maintenues. On peut néanmoins regretter que les entreprises d'approvisionnement en électricité n'aient pas d'obligation de freiner la consommation d'électricité. Mais, dans l'ensemble, la stratégie est bonne et Travail.Suisse en attend des impulsions positives non seulement pour l'environnement mais aussi pour l'économie et les emplois. Comme la stratégie adoptée par le Parlement est combattue par référendum et qu'il a abouti, le peuple se prononcera sur cet objet en mai 2017. Travail.Suisse se mobilisera dans la campagne de votation en faveur de la stratégie énergétique 2050 en faisant valoir son importance capitale en particulier pour l'économie, l'innovation et la création d'emplois en Suisse.

### Marché de l'électricité : l'ouverture complète toujours suspendue

A fin 2016, le Conseil fédéral n'avait toujours pas adopté de message à l'intention du Parlement sur l'ouverture complète du marché de l'électricité. La persistance de très bas prix de gros sur le marché européen l'explique tout comme l'état des relations

institutionnelles entre l'UE et la Suisse. Travail.Suisse et ses fédérations les plus concernées (FPE et Syna) ont commencé cette année à approfondir ensemble les questions et défis qui se posent à l'économie électrique et les répercussions prévisibles sur les conditions salariales et de travail et sur la formation et formation continue du personnel. Il est prévu de présenter en 2017 – si possible en lien avec l'ouverture du marché de l'électricité – un document de position incluant des recommandations.

### Gaz à effet de serre : réduire davantage en Suisse les émissions

Le Conseil fédéral a lancé la consultation sur la politique climatique pour la période après 2020. Il s'agit de fixer dans la loi sur le CO<sub>2</sub> les nouveaux objectifs de réduction des gaz à effet de serre selon l'Accord international de Paris sur le climat, valable pour tous les pays avec l'objectif de limiter le réchauffement nettement en-dessous de 2° et si possible à 1,5°. Dans sa réponse à la consultation, Travail.Suisse demande que la Suisse ratifie sans tarder l'Accord de Paris mais aussi que l'on réduise davantage les émissions de gaz à effet de serre en Suisse même pour favoriser la valeur ajoutée et les emplois dans notre pays. Des mesures plus fortes devraient aussi s'appliquer au secteur des transports motorisés car c'est seulement dans ce domaine que les émissions continuent à augmenter alors qu'elles diminuent dans le secteur des bâtiments et de l'industrie.

### Economie durable : le bon résultat de vote empêche un recul

Le Parlement, ayant rejeté le contre-projet du Conseil fédéral, le peuple s'est prononcé le 25 septembre 2016 sur l'initiative des Verts pour une économie durable. Travail.Suisse a fait partie du Comité pour le oui. L'initiative aurait permis de mieux préserver les ressources naturelles et créer de nouveaux emplois. Comme attendu, l'initiative a été rejetée par le peuple mais le score honorable qu'elle a réalisé devrait empêcher toute régression dans l'orientation vers une économie plus durable.

## Energiestrategie 2050 kommt vors Volk

### Energiestrategie: Die wesentlichen Punkte konnten gerettet werden

Das Parlament hat die Beratung über die Energiestrategie 2050 fortgesetzt. Die Schlüsselemente der Vorlage – Verbot des Baus von neuen Kernkraftwerken, verstärkte Förderung der erneuerbaren Energien mit einer Erhöhung der kostendeckenden Einspeisevergütung (KEV) von bis zu 2.3 Rappen und mehr Mittel für die energetische Gebäudesanierung (450 Millionen Franken pro Jahr) – konnten erhalten werden. Bedauerlich ist indes, dass die Stromversorgungsunternehmen nicht verpflichtet werden, den Stromverbrauch zu drosseln. Die Strategie als Ganzes ist aber gut und Travail.Suisse geht davon aus, dass sie nicht nur der Umwelt, sondern auch der Wirtschaft und der Beschäftigung positive Impulse vermitteln wird. Da das Referendum dagegen ergriffen worden und dieses auch zustande gekommen ist, wird die Bevölkerung im Mai 2017 darüber zu entscheiden haben. Travail.Suisse wird sich im Abstimmungskampf zugunsten der Energiestrategie 2050 engagieren und dabei insbesondere ihre zentrale Bedeutung für die Wirtschaft, für die Innovation und für die Schaffung von neuen Arbeitsplätzen hervorheben.

### Strommarkt: Die vollständige Öffnung bleibt aufgeschoben

Ende 2016 hatte der Bundesrat die Botschaft zur vollständigen Öffnung des Strommarktes zuhänden des Parlaments nach wie vor nicht verabschiedet. Der Grund dafür ist sowohl bei den weiterhin sehr tiefen

Preisen auf dem europäischen Markt als auch beim Stand der institutionellen Beziehungen zwischen der Schweiz und der EU zu suchen. Travail.Suisse und die von dieser Frage besonders betroffenen Verbände (VPE und Syna) haben im Berichtsjahr damit begonnen, die Fragen und Herausforderungen, welche sich der Stromindustrie stellen, zu vertiefen und sich mit den absehbaren Auswirkungen auf die Löhne, die Arbeitsbedingungen und die Weiterbildung der Angestellten auseinanderzusetzen. Es ist geplant, 2017 – wenn möglich in Verbindung mit der Strommarktöffnung – ein Positionsdokument mit Forderungen und Empfehlungen zu veröffentlichen.

### Treibhausgase: Ausstoss in der Schweiz stärker reduzieren

Es geht darum, im CO<sub>2</sub>-Gesetz die neuen Ziele zur Reduktion des Treibhausgasausstosses festzuschreiben, und zwar gemäss dem für alle Länder geltenden Internationalen Klimaabkommen von Paris. Dieses sieht vor, dass die Erderwärmung auf deutlich unter 2 Grad und wenn möglich 1.5 Grad gesenkt wird. Travail.Suisse fordert, dass der Bundesrat das Pariser Abkommen unverzüglich ratifiziert und der Treibhausgasausstoss in der Schweiz stärker reduziert wird, um die Wertschöpfung und die Arbeitsplätze in unserem Land zu fördern. Es sind auch schärfere Massnahmen für den motorisierten Verkehr vorzusehen, da der Ausstoss nur in diesem Bereich weiterhin steigt, während er im Gebäudesektor und in der Industrie sinkt.

Der Bundesrat hat das Vernehmlassungsverfahren zur Klimapolitik nach 2020 eröffnet.

### Nachhaltige Wirtschaft: Gutes Abstimmungs- resultat verhindert Rückschritt

Nachdem das Parlament den Gegenvorschlag des Bundesrates abgelehnt hatte, konnte die Bevölkerung am 25. September 2016 nur über die Initiative der Grünen für eine nachhaltige Wirtschaft entscheiden. Travail.Suisse war Mitglied des Pro-Komitees. Die Initiative hätte ermöglicht, die natürlichen Ressourcen besser zu schützen und neue Arbeitsplätze zu schaffen. Die Initiative wurde zwar von der Bevölkerung abgelehnt, ihr gutes Resultat dürfte aber einen Rückschritt bei der Ausrichtung der Schweiz auf eine nachhaltigere Wirtschaft verhindern.

## Coup de frein au libre-échange

### TISA et TTIP: des accords problématiques

Travail.Suisse a suivi avec attention l'évolution des négociations de l'accord plurilatéral sur les services (TISA). Il faut veiller à ce qu'il n'entraîne pas la libéralisation de services publics comme le service postal, la santé, la formation ou des services municipaux comme le traitement des eaux et des déchets. La vigilance est de mise car le fonctionnement de TISA est nouveau en considérant que tout ce qui n'est pas exclu est libéralisé alors que jusqu'ici, à l'OMC, le fonctionnement était inverse: rien n'est libéralisé sauf ce qui est expressément prévu. Par ailleurs, TISA contient des clauses qui prévoient qu'il n'est pas possible de faire marche arrière lorsque la libéralisation est acceptée. Suite à l'élection de Donald Trump président des Etats-Unis, les négociations sont suspendues.

Le TTIP (en français, partenariat transatlantique de commerce et d'investissement) est un accord négocié entre les USA et l'UE. Il est problématique: poids exorbitant donné aux investisseurs via un règlement des différends entre investisseurs et Etats (RDIE) qui court-circuite les tribunaux nationaux, importance insuffisante accordée aux droits des travailleurs et travailleuses et risque de baisse des normes de qualité des produits. Le TTIP peut avoir une grande importance pour la Suisse, en raison d'un risque de discrimination pour les exportateurs suisses et donc aussi un risque pour les emplois en Suisse. En raison d'une hostilité marquée en Europe de nombreux milieux envers le TTIP et de l'élection de Trump, le TTIP pourrait être mis au placard.

### A l'ordre du jour de la Conférence internationale du travail: le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales

La Conférence internationale du travail de l'OIT s'est tenue au début du mois de juin à Genève. Travail.Suisse a été représenté cette année par Denis Torche qui a participé, en tant que délégué suppléant, à la commission consacrée au travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et Hélène Agbémégnah, conseillère technique, qui a participé à la commission de l'application des normes internationales du travail. La CIT a reçu cette année la visite du président de la Confédération Johann Schneider-Ammann qui a rappelé l'importance du dialogue social devant l'assemblée plénière. Les partenaires sociaux suisses présents à la CIT ont pu aborder avec lui différents thèmes comme la crainte de la robotisation pour l'emploi (numérisation et avenir du travail) et l'insuffisance du droit suisse pour protéger contre les licenciements antisyndicaux.

### OCDE: importance méconnue pour les travailleurs et travailleuses

Il existe depuis 2013 une commission consultative fédérale du Point de contact national suisse (PCN) pour les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (ci-après les Principes). Travail.Suisse en fait partie. Cette commission assiste le PCN dans son orientation stratégique et dans l'application des Principes. Elle promeut aussi le dialogue entre les groupes d'inté-

rêts relatif à la bonne gouvernance et la responsabilité sociale des entreprises multinationales. Le PCN s'est soumis volontairement à un examen de l'OCDE qui s'est déroulé au mois de novembre. Travail.Suisse a exprimé son point de vue et a plaidé pour un rôle accru de la commission consultative. Les Principes prévoient une procédure qui permet de soumettre au PCN des allégations de violation des Principes par des entreprises multinationales, par exemple au sujet du respect des droits humains ou des normes du travail. Travail.Suisse a demandé que le PCN suisse aille au-delà de son rôle de plateforme de dialogue et qu'il se prononce sur le respect ou non des Principes dans les cas soumis, en cas d'échec des procédures de médiation, et qu'il formule des recommandations.

## Freihandel gebremst

### TISA und TTIP: Problematische Abkommen

Travail.Suisse hat die Entwicklung der Verhandlungen über das multilaterale Abkommen zu den Dienstleistungen (TISA) aufmerksam mitverfolgt. Es muss verhindert werden, dass mit diesem Abkommen Leistungen des Service public wie zum Beispiel die Postdienstleistungen, das Gesundheitswesen, das Bildungswesen oder Dienstleistungen der Gemeinden wie die Wasserversorgung oder die Abfallentsorgung liberalisiert werden. Vorbehalte gegen das TISA-Abkommen sind gerechtfertigt: TISA funktioniert nach neuen Regeln, wonach liberalisiert wird, was nicht ausdrücklich ausgeschlossen wird. Bisher galt bei der WTO das Gegenteil: Nichts wurde liberalisiert mit Ausnahme jener Punkte, die ausdrücklich vorgesehen waren. Zudem enthält TISA Klauseln, die ein Rückkommen ausschliessen, sobald die Liberalisierung beschlossen ist. Nach der Wahl von Donald Trump zum neuen Präsidenten der USA wurden die Verhandlungen vertagt.

TTIP (die Transatlantische Handels- und Investitionspartnerschaft) ist ein Abkommen, das zwischen den USA und der EU ausgehandelt wird. Es ist ein problematisches Abkommen: Weil mit dem vorgesehenen Verfahren zur Beilegung von Streitigkeiten zwischen Investoren und Staaten die nationalen Gerichte umgangen werden, erhalten die Investoren übermässiges Gewicht. Zudem schenkt das Abkommen den Rechten der Arbeitnehmenden zu wenig Bedeutung und gefährdet die Qualitätsstandards von Produkten. TTIP hat potenziell einen bedeutenden Einfluss auf die Schweizer Wirtschaft, da

die Schweizer Exporteure benachteiligt und damit die Arbeitsplätze in der Schweiz gefährdet werden könnten. Angesichts des grossen Widerstands von verschiedenen Kreisen gegen TTIP in Europa und nach der Wahl von Trump könnte TTIP fallen gelassen werden.

### Auf der Traktanden- liste der Internationalen Arbeitskonferenz: Menschenwürdige Arbeit in globalen Lieferketten

Die Tagung der Internationalen Arbeitskonferenz (IAK) hat im Juni in Genf stattgefunden. Travail.Suisse wurde dieses Jahr durch Denis Torche vertreten, der als Ersatzdelegierter in der Kommission für menschenwürdige Arbeit in globalen Lieferketten mitarbeitete, sowie durch Héléne Agbémégnah, die als Fachexpertin in der Kommission für internationale Arbeitsnormen mitwirkte. Die Arbeitskonferenz erhielt den Besuch von Bundespräsident Johann Schneider-Ammann, der vor der Vollversammlung die Bedeutung des sozialen Dialogs hervorhob. Die anwesenden Vertreterinnen und Vertreter der Schweizer Sozialpartner konnten mit ihm verschiedene Themen erörtern wie zum Beispiel die Auswirkungen der Digitalisierung auf die Beschäftigung und die Unzulänglichkeit des Schweizer Rechts in Bezug auf den Schutz gegen antigewerkschaftliche Kündigungen.

### OECD: Ihre Bedeutung für die Arbeitnehmenden wird unterschätzt

Seit 2013 besteht ein Beirat des Nationalen Kontaktpunkts (NKP) der Schweiz für die

OECD-Leitsätze für multinationale Unternehmen (im Folgenden kurz Leitsätze genannt). Travail.Suisse ist Mitglied dieses Beirats. Er unterstützt den NKP in seiner strategischen Ausrichtung und bei der Anwendung der Leitsätze. Er fördert auch den Dialog zwischen den einzelnen Interessengruppen in Bezug auf die Good Governance und die soziale Verantwortung von multinationalen Unternehmen. Der NKP hat sich 2016 freiwillig einer Evaluation durch die OECD unterzogen, die im November stattgefunden hat. Travail.Suisse hat eine Stellungnahme abgegeben und für eine stärkere Rolle des Beirats plädiert. Die Leitsätze sehen vor, dass Verletzungen der Leitsätze durch multinationale Unternehmen, zum Beispiel in Bezug auf die Menschenrechte oder die Arbeitsnormen, dem NKP unterbreitet werden können. Travail.Suisse hat deshalb auch gefordert, dass der NKP nicht nur die Rolle einer Dialogplattform wahrnimmt, sondern sich auch zur Einhaltung oder Nichteinhaltung der Leitsätze in den ihm unterbreiteten Fällen äussert und Empfehlungen formuliert, falls das Schlichtungsverfahren gescheitert ist.

## Le service public sous pression

### Réforme de l'imposition des entreprises III: pas sur le dos de la population

La réforme de l'imposition des entreprises III est soumise au peuple le 12 février 2017, le référendum lancé par le PS et soutenu par Travail.Suisse ayant abouti. Le Parlement a adopté une réforme qui fait perdre à la Confédération 1,3 milliards de francs et plusieurs milliards de francs aux cantons et aux communes en raison de la baisse de leurs taux d'imposition. Il y aura encore d'importantes pertes supplémentaires à cause d'astuces fiscales que les cantons pourront utiliser pour favoriser, au-delà du raisonnable, les baisses d'impôt pour les entreprises; mais il est difficile de les chiffrer du fait qu'il s'agit d'instruments facultatifs. Pour Travail.Suisse, ce n'est pas à la population de payer cette réforme par le biais de hausses d'impôts ou par des baisses de prestations. Une campagne a été mise en œuvre consistant dans la distribution de flyers et l'envoi aux journaux d'opinions (reprises dans plusieurs journaux romands et alémaniques) et de lettres de lecteurs contre la RIE III. On a aussi argumenté en montrant qu'un non à la RIE III n'entraînerait pas de pertes d'emplois car les cantons ont déjà prévu de baisser leurs taux d'imposition et que la Suisse se positionne comme l'un des meilleurs pays du monde lorsque l'on considère les principaux facteurs décisifs pour l'implantation d'entreprises. Nos efforts ont été payants: la réforme de la RIE III a été refusée sur le score sans appel de près de 60% de non. Il s'agit désormais de ficeler un paquet qui prévoit le contre-financement de l'économie et un minimum de pertes fiscales pour la population.

La réforme de l'imposition des entreprises III est soumise au peuple le 12 février 2017,

### « En faveur du service public »: le peuple ne s'est pas laissé tromper

Le Parlement avait rejeté clairement l'initiative « En faveur du service public », au titre trompeur car elle aurait eu comme effet des réductions de prestations dans le service public. L'initiative, en empêchant les entreprises concernées d'avoir un objectif lucratif dans les prestations de base, aurait fait passer en fin de compte les contribuables à la caisse pour maintenir les prestations. Travail.Suisse s'est engagé avec Transfair dans le Comité dirigé par l'Association des communes suisses et le groupement suisse pour les régions de montagne pour le non à l'initiative. Nous avons rédigé de nombreuses lettres de lecteurs contre l'initiative et financé aussi des testimonials de dirigeants syndicaux de nos fédérations contre l'initiative parus dans les médias. Alors que ce n'était pas clair au début de la campagne de votation selon les premiers sondages – notamment en raison du titre racoleur de l'initiative – la population a fini par comprendre que l'initiative n'apportait rien de bon au service public et l'a clairement rejetée.

Le Parlement avait rejeté clairement l'initiative « En faveur du service public », au titre trompeur car elle aurait eu comme effet des réductions de prestations dans le service public.

### Programme de stabilisation 2017-2019: économies excessives

Travail.Suisse s'est clairement prononcé contre le programme de stabilisation 2017-2019 qui prévoit d'économiser environ un milliard de francs par an de 2017 à 2019. Il faut refuser ces coupes car la situation financière de la Confédération ne justifie pas de telles économies, en particulier dans la formation, la coopération au développement, les assurances sociales et aussi au détriment de l'administration propre et du personnel. Notre

Travail.Suisse s'est clairement prononcé contre le programme de stabilisation 2017-2019 qui prévoit d'économiser environ un milliard de francs par an de 2017 à 2019.

travail de lobbying, avec d'autres, a porté quelques fruits, le Parlement ayant réduit dans certains domaines – en particulier la formation, la réduction des primes d'assurance-maladie, la migration et l'agriculture – les coupes prévues par le gouvernement. Le fonctionnement du frein à l'endettement a aussi été critiqué par Travail.Suisse car les excédents budgétaires servent surtout à réduire la dette de la Confédération alors qu'on pourrait, au moins en partie, les affecter à des investissements. Le Conseil fédéral prévoit un rapport sur cette question et il faut espérer qu'il servira de base à assouplir un peu l'orthodoxie budgétaire pratiquée par la Confédération.

### Entreprises de la Confédération: le débat sur les privatisations reprend

Avec un Parlement plus à droite, tout du moins au Conseil national, on ne s'étonnera pas que des propositions se font à nouveau pour des privatisations. Swisscom a été dans le collimateur suite à un rapport de l'OCDE recommandant sa privatisation! Dans l'édition du 25 janvier du service médias, on trouve un article qui explique les raisons pour lesquelles une privatisation serait une erreur. On a aussi critiqué certains aspects du projet de révision de la Loi sur les télécommunications (LTC) affaiblissant les conditions-cadres pour la protection des conditions salariales et de travail du personnel de Swisscom. De façon générale, on constate que les objectifs stratégiques les plus récents que le Conseil fédéral assigne aux entreprises publiques de la Confédération (Swisscom, La Poste, CFF, Ruag) concernant le personnel tendent à affaiblir l'importance accordée aux conventions collectives de travail par rapport aux plus anciens objectifs stratégiques.

Avec un Parlement plus à droite, tout du moins au Conseil national, on ne s'étonnera pas que des propositions se font à nouveau pour des privatisations.

## Druck auf Service public

### Unternehmenssteuerreform III: **Nicht auf dem Buckel der Bevölkerung**

Nachdem die SP das Referendum gegen die Unternehmenssteuerreform III lanciert

hatte und dieses zustande gekommen ist, konnte die Bevölkerung Anfang des laufenden Jahres über die Unternehmenssteuerreform III befinden. Travail.Suisse hat sich ebenfalls gegen die Unternehmenssteuerreform III ausgesprochen und das Referendum unterstützt. Das Parlament hatte eine Vorlage verabschiedet, die beim Bund einen Verlust von 1.3 Milliarden Franken und – aufgrund der Senkung ihrer Steuersätze – bei den Kantonen einen solchen von mehreren Milliarden Franken nach sich gezogen hätte. Es waren zudem zusätzliche Verluste zu befürchten aufgrund von Steuerkniffen, welche die Kantone hätten anwenden können, um die Senkung der Unternehmenssteuern über das vernünftige Mass hinaus zu begünstigen. Da es sich dabei um freiwillige Instrumente handelte, war es allerdings schwierig, diese präzise zu beziffern. Travail.Suisse vertrat die Meinung, dass es nicht an der Bevölkerung ist, mit Steuererhöhungen oder Leistungskürzungen für diese Reform zu bezahlen. Travail.Suisse hat sich deshalb im Rahmen der Abstimmungskampagne für eine Ablehnung dieser Reform eingesetzt und Flyer verteilt, Stellungnahmen in diversen Zeitungen der Deutsch- und Westschweiz veröffentlicht und Leserbriefe geschrieben. Travail.Suisse argumentierte, dass eine Ablehnung der USR III nicht zu einem Verlust von Arbeitsplätzen führen würde, da die Kantone bereits Steuersatzsenkungen beschlossen haben und die Schweiz im Wirtschaftsstandortver-

gleich schon eine Spitzenposition einnimmt. Die Anstrengungen im Kampf gegen die USR III haben sich gelohnt: Die Vorlage wurde mit fast 60 Prozent Nein-Stimmen abgelehnt. Jetzt muss ein Paket geschnürt werden, das eine Gegenfinanzierung der Wirtschaft vorsieht und die steuerlichen Verluste für die Bevölkerung auf ein Minimum beschränkt.

### «Pro Service public»: Stimmbevölkerung liess sich nicht täuschen

Bereits das Parlament hatte die Initiative mit dem trügerischen Titel «Pro Service pub-

lic» klar abgelehnt. Trügerisch war der Titel deshalb, weil die Initiative Leistungskürzungen im Service public zur Folge gehabt hätte. Indem sie den betroffenen Unternehmen untersagen wollte, in der Grundversorgung Gewinne zu erwirtschaften, hätte sie die Steuerzahlerinnen und Steuerzahler zur Kasse gebeten, um die Leistungen aufrecht zu erhalten. Travail.Suisse hat sich gemeinsam mit transfair im Komitee, das von der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft der Berggebiete angeführt wurde, für eine Ablehnung dieser Initiative eingesetzt. Travail.Suisse hat zahlreiche Leserbriefe verfasst und zudem Testimonials mit Führungsleuten der Verbände finanziert. Die ersten Umfragen zu Beginn der Kampagne deuteten noch auf eine Annahme der Initiative hin; die Bevölkerung lehnte das Volksbegehren schliesslich aber klar ab, weil sie erkannt hatte, dass es dem Service public schaden würde.

### Stabilisierungsprogramm 2017-2019: Unnötige Kürzungen

Travail.Suisse hat sich klar gegen das Stabilisierungsprogramm mit Sparmassnahmen

von ca. einer Milliarde Franken pro Jahr für die Jahre 2017 bis 2019 ausgesprochen. Die namentlich im Bereich der Bildung, der Entwicklungszusammenarbeit und der Sozialversicherungen sowie bei der Verwaltung und beim Personal geplanten Kürzungen sind abzulehnen, weil sie aufgrund der finanziellen Situation des Bundes nicht gerechtfertigt sind. Die von Travail.Suisse gemeinsam mit anderen Organisationen unternommenen Anstrengungen gegen dieses Programm haben sich ausbezahlt: Das Parlament hat die vom Bundesrat vorgeschlagenen Kürzungen in gewissen Bereichen – insbesondere bei der Bildung, bei den Krankenkassenverbilligungen, im Bereich der Migration und in der Landwirtschaft – reduziert. Travail.Suisse hat auch den Mechanismus der Schuldenbremse in Frage gestellt, da die Überschüsse vor allem zum Schuldenabbau verwendet werden, obwohl sie – zumindest zum Teil – auch für Investitionen eingesetzt werden könnten. Der Bundesrat wird einen Bericht zu dieser Frage verfassen und es ist zu hoffen, dass dieser zu einer Lockerung der vom Bund streng verfolgten Budgeteinhaltung führen wird.

### Bundesnahe Unternehmen: Die Privatisierungs- debatte läuft wieder an

Es ist wenig erstaunlich, dass nach dem Rechtsrutsch des Nationalrats wieder Vorstösse auf den Tisch kommen, welche die Pri-

## Proches aidants: la politique reconnaît la nécessité d'agir



*Das Thema der pflegenden Angehörigen ist im eidgenössischen Parlament angekommen.*

*Le thème des proches aidants est d'actualité au parlement fédéral.*

**Proches aidants: info-workcare.ch donne un élan politique à cette thématique**

2016 a marqué le début du projet «info-workcare.ch». Info-workcare.ch est la première plateforme nationale qui donne aux travailleuses et travailleurs, s'occupant de leurs proches et leur venant en aide à côté de leur activité lucrative, de précieuses informations sur leurs droits au lieu de travail mais aussi des adresses d'organisations où ils peuvent demander de l'aide. Le Parlement a aussi reconnu qu'il existe un besoin d'agir à ce sujet sur le plan politique. En collaboration avec Travail.Suisse, le conseiller national Stefan Müller-Altermatt, président du syndicat Transfair, a déposé deux interventions. L'une concerne la couverture dans la LPP pour les personnes qui réduisent leur activité lucrative ou même l'interrompent complètement pour s'occuper d'un proche. Un postulat de Stefan Müller-Altermatt demande au Conseil fédéral de faire un rapport sur cette question. L'autre intervention demande que l'on mette en œuvre la loi sur l'assurance-chômage de façon compatible avec le travail de care effectué au profit de proches. Il s'agit d'accorder une attention particulière à cet aspect avant tout concernant la disposition du «travail convenable».

**Rencontre de Travail.Suisse avec les parlementaires: échange sur des thèmes actuels politiques et économiques**

Lors des deuxièmes mardis des sessions de printemps et d'automne se déroule la rencontre de

Travail.Suisse avec les parlementaires. La rencontre du printemps a été consacrée à la mise en œuvre de l'Art. 121a de la Constitution fédérale. On a mis l'accent sur les mesures de protection sur le marché du travail que Travail.Suisse considère comme indispensables si l'on veut maintenir les accords bilatéraux. La rencontre d'automne a été placée sous le titre de «l'utilisation complète du potentiel de main-d'œuvre indigène». Travail.Suisse a informé les parlementaires en primeur sur les résultats du Sommet sur le personnel qualifié qui s'était tenu quelques jours auparavant.

**Groupe parlementaire pour le travail: le Conseiller fédéral Alain Berset s'exprime sur la question de la conciliation**

Travail.Suisse a aussi participé en 2016 aux rencontres du Groupe parlementaire pour le travail. La rencontre de la session d'été a vu la participation du Conseiller fédéral Alain Berset et a traité du thème de la conciliation de la vie professionnelle et familiale. Adrian Wüthrich et Valérie Borioli Sandoz purent commenter le point de vue et les propositions de Travail.Suisse sur ce thème. Ils saisirent aussi naturellement l'occasion de présenter l'initiative pour un congé paternité. Lors de la rencontre de décembre, on parla de la digitalisation en cours dans l'économie suisse.



vatisierung von bundesnahen Unternehmen fordern. Nachdem ein Bericht der OECD ihre Privatisierung empfohlen hatte, stand diesbezüglich 2016 die Swisscom im Fokus. In der Ausgabe vom 25. Januar des Medienservices hat Travail.Suisse dargelegt, warum

eine Privatisierung der Swisscom ein Fehler wäre. Es wurden auch gewisse Punkte des Vorschlags für eine Revision des Fernmeldegesetzes kritisiert, welche den Schutz der Löhne und der Arbeitsbedingungen der Swisscom-Angestellten aufgeweicht hätten. Allgemein

ist festzustellen, dass der Bundesrat den Gesamtarbeitsverträgen in seinen neusten personalpolitischen Zielen für die bundesnahen Betriebe (Swisscom, Die Post, SBB, Ruag) weniger Bedeutung beimisst, als er dies früher gemacht hat.

## Parlamentsarbeit

# Pflegende Angehörige: Politik erkennt Handlungsbedarf

**Pflegende Angehörige:  
info-workcare.ch  
verleiht dem Thema  
politisch Schub**

2016 war das Startjahr für das Projekt «info-workcare.ch». info-workcare.ch ist die erste nationale Plattform, wo Arbeit-

nehmende, die neben ihrer Erwerbsarbeit noch Angehörige betreuen und pflegen, wertvolle Informationen zu ihren Rechten am Arbeitsplatz, aber auch Adressen von Organisationen, wo sie Hilfe anfordern können, finden. Dass auf politischer Ebene Handlungsbedarf besteht, hat auch das Parlament erkannt. In Zusammenarbeit mit Travail.Suisse hat Nationalrat Stefan Müller-Altermatt, Präsident des Personalverbands transfair, zwei Vorstösse eingereicht. Ein Vorstoss betrifft die Deckung im BVG für Personen, die ihre Erwerbsarbeit reduzieren oder ganz aufgeben, um sich um eine angehörige Person zu kümmern. Mit dem Postulat fordert Stefan Müller-Altermatt den Bundesrat auf, einen Bericht zu dieser Frage zu erstellen. Der andere Vorstoss verlangt, dass die Umsetzung des Arbeitslosenversicherungsgesetzes so ausgestaltet wird, dass sie kompatibel ist mit der Care-Arbeit, welche zugunsten von Angehörigen geleistet wird. Diesem Aspekt ist vor allem bei der Bestimmung der «zumutbaren Arbeit» besondere Beachtung zu schenken.

**Sessionsanlässe von  
Travail.Suisse: Austausch  
zu aktuellen Polit- und  
Wirtschaftsthemen**

Jeweils am zweiten Dienstag der Frühlings- und Herbstsession findet der Sessionsanlass von Travail.Suisse statt.

Der Anlass im Frühling war der Umsetzung von Art. 121a der Bundesverfassung gewidmet. Der Schwerpunkt wurde dabei auf die Schutzmassnahmen auf dem Arbeitsmarkt gelegt, die Travail.Suisse im Hinblick auf den Erhalt der bilateralen Verträge als unabdingbar erachtet. Der Anlass der Herbstsession stand unter dem Titel «Ausschöpfung des inländischen Fachkräftepotenzials». Travail.Suisse informierte die teilnehmenden Parlamentarierinnen und Parlamentarier aus erster Hand über die Ergebnisse des Fachkräftegipfels, der wenige Tage vorher stattgefunden hatte.

**Parlamentarische  
Gruppe für Arbeit: Bundesrat  
Alain Berset äussert sich zur Frage  
der Vereinbarkeit**

Travail.Suisse nahm auch 2016 an den Anlässen der parlamentarischen Gruppe für Arbeit statt. Die Veranstaltung in der Sommersession fand im Beisein von Bundesrat Alain Berset statt und war

dem Thema der Vereinbarkeit von Beruf und Familie gewidmet. Adrian Wüthrich und Valérie Borioli Sandoz konnten die Sichtweise und Vorschläge von Travail.Suisse zu diesem Thema erläutern. Sie ergriffen natürlich auch die Gelegenheit, die Initiative für einen Vaterschaftsurlaub vorzustellen. Thema des Anlasses im Dezember war die Digitalisierung der Schweizer Wirtschaft.



*Aufmerksame Zuhörerinnen und Zuhörer an der Tagung zur Lancierung von info-workcare.ch.*

*Les participantes et participants attentifs lors de la Journée d'étude à l'occasion du lancement d'info-workcare.ch*

## Attaque sur l'état de droit repoussée

**28 février 2016 :  
refus de l'initiative  
de mise en œuvre**

Il y eut en 2016 quatre votations fédérales. Les citoyens et citoyennes se prononcèrent le 28 février 2016 en particulier sur l'initiative de mise en œuvre (initiative populaire « Pour le renvoi effectif des criminels étrangers »). Cette initiative suscita une très forte mobilisation se traduisant par un taux de participation remarquable très élevé (plus de 63 pourcent). Effrayés par les premiers sondages qui annonçaient une acceptation, les adversaires de l'initiative se regroupèrent au-delà des clivages politiques et appelèrent dans l'urgence à des dons pour une campagne d'affichage et de signatures. Des dizaines de milliers de Suisses et Suissesses s'engagèrent pour un non avec leur signature.

Travail.Suisse s'est aussi joint à cet appel et s'est réjoui du clair rejet de l'initiative de mise en œuvre par la population (58.9% de non). Le non à cette initiative a permis de repousser d'autres attaques de l'UDC sur l'état de droit suisse.

Les citoyens et citoyennes votèrent aussi le 28 février 2016 sur l'initiative populaire « Pour le couple et la famille – non à la pénalisation du mariage ». Elle gagna certes la majorité des Etats mais échoua devant le peuple avec 50.8 de non. Le Comité de Travail.Suisse s'était aussi prononcé pour le non. Une acceptation aurait conduit à des baisses d'impôts pour les revenus élevés et mis en danger les prestations supplémentaires prévues jusqu'ici pour les couples mariés (comme par exemple les rentes de veuves).

L'initiative contre la spéculation sur les denrées alimentaires a également été rejetée, avec un non à 59.9 pourcent. Travail.Suisse a regretté ce résultat

car l'initiative aurait pu apporter une contribution concrète à la lutte contre la faim et la malnutrition dans le monde.

La population a approuvé le 28 février 2016 l'assainissement du tunnel routier du Gothard (57 pourcent de oui). Travail.Suisse avait renoncé à se prononcer sur cet objet.

**5 juin 2016 : soulagement du rejet de l'initiative « En faveur du service public ».**

Il y eut cinq objets soumis au verdict des urnes le 5 juin 2016. Travail.Suisse s'engagea avant tout pour un non à l'initiative « En faveur du service public » car elle aurait mis en danger le niveau élevé des prestations de base du service public. En effet, l'initiative exigeait l'interdiction pour la Confédération et les entreprises qui lui sont proches de faire des bénéfices. Or, ces bénéfices sont investis à ce jour dans la desserte de base. L'initiative a été rejetée par 67.6 pourcent des votant•e•s.

Le même jour, furent aussi rejetées les initiatives « Pour un revenu de base inconditionnel » (76.9 pourcent de non) et l'initiative « Pour un financement équitable des transports » (70.8 pourcent de non). Travail.Suisse avait laissé la liberté de vote pour le premier objet et recommandé le non au deuxième.

Le peuple approuva le 5 juin 2016 la modification de la loi fédérale sur la procréation médicalement assistée (62.4 pourcent de oui, pas de recommandation de vote de Travail.Suisse) et la modification de la loi sur l'asile (66.8 pourcent de oui). Travail.Suisse avait soutenu cette modification de la loi sur l'asile en recommandant le oui.

**25 septembre 2016 :  
campagne visant  
à faire peur contre  
AVSplus**

Les citoyens et citoyennes se prononcèrent le dernier dimanche de septembre sur trois objets. Pour Travail.Suisse, c'est l'initiative « AVSplus : pour une AVS forte » qui était centrale. Elle n'a malheureusement pas trouvé de majorité avec un non à 59.4 pourcent. Le Comité de Travail.Suisse avait décidé de dire oui à cette initiative. Pour Travail.Suisse, la défense du niveau des rentes actuel est primordiale. Parce que ce niveau est mis sous pression dans le 2ème pilier par les taux de conversion en baisse et les bas taux d'intérêt, l'augmentation modérée des rentes AVS de 10 pourcent prévue par l'initiative aurait été justifiée. En jouant sur la peur, les opposants ont réussi à provoquer de l'insécurité et faire douter de la capacité de financer l'augmentation de 10 pourcent.

L'initiative « Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficace des ressources (économie verte) » fut rejetée par 63.6 pourcent des votant•e•s. Travail.Suisse avait recommandé le oui à cette initiative. Les citoyens et citoyennes ont approuvé la loi fédérale sur le renseignement. Travail.Suisse avait renoncé à prendre position sur cet objet.

**16 novembre 2016 :  
pas de sortie rapide  
de l'énergie nucléaire**

Un seul objet fut soumis au vote au niveau fédéral en novembre, en l'occurrence l'initiative « Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire (sortir du nucléaire) ». Elle fut rejetée par 54.2 pourcent de non. Le Comité de Travail.Suisse avait laissé la liberté de vote sur cet objet.

## Angriff auf den Rechtsstaat abgewehrt

**28. Februar 2016:  
Abfuhr für Durch-  
setzungsinitiative**

2016 fanden vier eidgenössische Urnengänge statt. Am 28. Februar 2016 entschieden die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger unter anderem über die Durchsetzungsinitiative (Volksinitiative «Zur Durchsetzung der Ausschaffung krimineller Ausländer»). Diese Initiative vermochte extrem zu mobilisieren, was sich auch in einer hohen Stimmbeteiligung (über 63 Prozent) bemerkbar machte. Aufgeschreckt durch erste Umfragen, die auf eine Annahme hindeuteten, schlossen sich die Gegner über die Parteigrenzen hinweg zusammen und riefen mit einem dringenden Aufruf zu Spenden für eine Plakatkampagne und Unterschriften auf. Zehntausende Schweizerinnen und Schweizer standen mit ihrem Namen für ein Nein ein.

Auch Travail.Suisse schloss sich diesem Aufruf an und freute sich schliesslich über die deutliche Ablehnung der Durchsetzungsinitiative durch die Stimmbevölkerung (58,9 Prozent Nein-Stimmen). Mit dem Nein zu dieser Initiative konnte ein weiterer Angriff der SVP auf den Schweizer Rechtsstaat abgewehrt werden.

Die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger stimmten am 28. Februar 2016 auch über die Volksinitiative «Für Ehe und Familie – gegen die Heiratsstrafe» ab. Diese erreichte zwar das Ständemehr, scheiterte aber am Volksmehr (50,8 Nein-Stimmen). Der Vorstand von Travail.Suisse hatte ebenfalls die Nein-Parole gefasst. Eine Annahme hätte zu Steuersenkungen für Grossverdiener geführt und die heutigen in der AHV für Ehepaare vorgesehenen Zusatzleistungen (wie zum Beispiel die Witwenrenten) gefährdet.

2016 fanden vier eidgenössische Urnengänge statt. Am 28. Februar 2016 entschieden die Stimmbür-

gerinnen und Stimmbürger unter anderem über die Durchsetzungsinitiative (Volksinitiative «Zur Durchsetzung der Ausschaffung krimineller Ausländer»). Diese Initiative vermochte extrem zu mobilisieren, was sich auch in einer hohen Stimmbeteiligung (über 63 Prozent) bemerkbar machte. Aufgeschreckt durch erste Umfragen, die auf eine Annahme hindeuteten, schlossen sich die Gegner über die Parteigrenzen hinweg zusammen und riefen mit einem dringenden Aufruf zu Spenden für eine Plakatkampagne und Unterschriften auf. Zehntausende Schweizerinnen und Schweizer standen mit ihrem Namen für ein Nein ein.

Auch Travail.Suisse schloss sich diesem Aufruf an und freute sich schliesslich über die deutliche Ablehnung der Durchsetzungsinitiative durch die Stimmbevölkerung (58,9 Prozent Nein-Stimmen). Mit dem Nein zu dieser Initiative konnte ein weiterer Angriff der SVP auf den Schweizer Rechtsstaat abgewehrt werden.

**5. Juni 2016: Erleich-  
terung über Ableh-  
nung der Initiative  
«Pro Service public»**

Fünf Vorlagen kamen am 5. Juni 2016 zur Abstimmung. Travail.Suisse engagierte sich vor allem für ein Nein zur Initiative «Pro Service public», da diese das hohe Niveau der Grundversorgung gefährdet hätte. Tatsächlich forderte die Initiative ein Verbot für Bund und bundesnahe Unternehmen, Gewinne zu erzielen. Diese Gewinne werden heute in die Grundversorgung investiert. Die Initiative wurde mit einem Nein-Stimmen-Anteil von 67,6 Prozent abgelehnt.

Abgelehnt wurde gleichentags auch die Initiative «Für ein bedingungsloses Grundeinkommen» (76,9 Prozent Nein-Stimmen) und die Initiative «Für eine faire Verkehrsfinanzierung» (70,8 Prozent Nein-Stimmen). Travail.Suisse hatte zur ersten Vorlage Stimmfreigabe beschlossen, die zweite hingegen zur Ablehnung empfohlen.

Zustimmung fand bei der Stimmbevölkerung am 5. Juni die Änderung des Bundesgesetzes über die

medizinisch unterstützte Fortpflanzung (62,4 Prozent Ja-Stimmen, keine Parole von Travail.Suisse) und die Änderung des Asylgesetzes (66,8 Prozent Ja-Stimmen). Travail.Suisse hatte die Änderung des Asylgesetzes mit der Ja-Parole unterstützt.

**25. September 2016:  
Angstkampagne  
gegen AHVplus**

Am letzten Sonntag des Septembers entschieden die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger über drei Vorlagen. Im Zentrum stand für Travail.Suisse die Initiative «AHVplus: für eine starke AHV», die bedauerlicherweise keine Mehrheit fand (59,4 Prozent Nein-Stimmenanteil). Der Vorstand von Travail.Suisse hatte die Ja-Parole zu dieser Initiative beschlossen. Für Travail.Suisse ist die Verteidigung des heutigen Rentenniveaus zentral. Da dieses in der zweiten Säule wegen sinkenden Umwandlungssätzen und tiefen Zinsen konstant unter Druck ist, hätte sich die von der Initiative vorgesehene moderate Erhöhung der AHV-Renten um 10 Prozent gerechtfertigt. Mit ihrer Angstkampagne ist es den Gegnerinnen und Gegnern der Initiative offensichtlich gelungen, Unsicherheit zu schüren und Zweifel an der Finanzierbarkeit der 10-Prozent-Erhöhung zu streuen.

Die Initiative «Für eine nachhaltige und ressourceneffiziente Wirtschaft (Grüne Wirtschaft)» wurde von der Stimmbevölkerung mit 63,6 Prozent Nein-Stimmen abgelehnt. Travail.Suisse hatte die Ja-Parole zu dieser Initiative beschlossen. Ja sagten die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger hingegen zum Bundesgesetz über den Nachrichtendienst. Travail.Suisse hatte auf eine Parolenfassung zu dieser Vorlage verzichtet.

## La campagne pour l'initiative pour le congé paternité en point de mire

L'initiative pour le congé paternité : succès de la récolte de signatures dans la rue et online

Travail.Suisse est actif depuis des années sur le thème du congé paternité. Après l'échec de plus de 30 interventions au Parlement, Travail.Suisse commença les préparatifs au début de 2016 pour le lancement de l'initiative populaire « Pour un congé de paternité raisonnable – en faveur de toute la famille ». Avec des représentants des organisations faitières des familles (Pro Familia Suisse) des organisations masculines (männler.ch), et des femmes (alliance F), on a créé un logo, élaboré un site web, planifié une campagne online stratégique et affiné la planification de la campagne pour le temps de la récolte des signatures. On a pu finalement lancer l'initiative le 24 mai 2016. La récolte



Am 24. Mai 2016 wurde die Initiative für einen Vaterschaftsurlaub der Öffentlichkeit vorgestellt. Gleichentags begann die Unterschriftensammlung.

Le 24 mai 2016, l'initiative pour un congé paternité a été présentée au public. Le même jour, la récolte des signatures a démarré.

de signatures online via la plateforme WeCollect ([www.wecollect.ch](http://www.wecollect.ch)) représente une nouveauté. Le jour du lancement de l'initiative, plus de 20 000 personnes visitèrent la plateforme qui délivre un formulaire de signatures. Le succès de cette nouvelle forme de récolte de signature parle pour elle : le but de récolter un cinquième des signatures online est en vue. Un bémol cependant : seulement environ la moitié des signatures est réellement renvoyée.

Six conférences de presse et une journée : bien fréquentées et avec un écho réjouissant

Travail.Suisse invita les médias en 2016 à six conférences de presse et leur présenta de nouveaux documents de position et des revendications concernant des thèmes propres aux travailleuses et travailleurs. La première conférence de presse eut lieu le 18 janvier sur le thème « Formation continue : les employeurs sont appelés à s'investir ». Travail.Suisse montra quelles sont les exigences qui s'imposent aux employeurs avec la mise en œuvre de la nouvelle loi sur la formation continue.

La conférence de presse sur le lancement de l'initiative pour un congé paternité représenta l'un des points les plus forts de l'activité médiatique en 2016. Les médias ont montré un grand intérêt et ont encore informé après la conférence de presse proprement dite sur l'état de la récolte des signatures. La publication des résultats de la 2<sup>ème</sup> parution du « Baromètre. Conditions de travail », le 21 novembre 2016, a aussi représenté un moment fort. Ce projet, réalisé en coopération avec la haute école bernoise,

éclaire la qualité des conditions de travail en Suisse. Les résultats de l'enquête 2016 mettent en évidence la grande charge de nature psychosociale qui pèse sur les travailleuses et travailleurs et la promotion lacunaire de leur formation continue ainsi qu'une insatisfaction croissante à l'égard des salaires reçus et de la question du temps de travail.

L'insatisfaction salariale est entre autres due aux faibles augmentations salariales des années passées. Travail.Suisse a présenté en août avec les fédérations affiliées Syna, Hotel & Gastro Union et transfair les exigences salariales et indiqua pourquoi des augmentations générales de salaire sont possibles dans la plupart des branches. Les organisations participantes tirèrent un bilan en décembre et constatèrent que l'on a pu négocier des augmentations de salaires entre 0.5 et 1 pourcent. Pour de nombreux travailleurs, il en résulta aussi aucune augmentation, en partie pour la troisième fois consécutivement.

Le 25 octobre, Travail.Suisse lança lors d'une journée le site web [www.info-workcare.ch](http://www.info-workcare.ch) – une plateforme avec des informations relatives au thème des proches aidants. La journée fut un grand succès et impressionna aussi le président de la Confédération Johann Schneider-Ammann.

Service médias et perspective de la session : des canaux de diffusion solides avec du potentiel

Travail.Suisse a aussi en 2016 publié avant chaque session parlementaire une perspective de la session qui a suscité beaucoup d'intérêt et qui a été régulièrement étoffée. Le service médias, lui aussi, qui a paru 18

16. November 2016:  
**Kein sofortiger  
Ausstieg aus der  
Atomenergie**

Eine einzige Vorlage kam auf eidgenössischer Ebene im November zur Abstimmung, nämlich die Initiative «Für den geord-

neten Ausstieg aus der Atomenergie (Atomausstiegsinitiative)». Diese wurde mit einem Nein-Stimmenanteil von 54.2 Prozent abgelehnt. Der Vorstand von Travail.Suisse hatte zu dieser Initiative Stimmfreigabe beschlossen.

Informations- und Öffentlichkeitsarbeit

## Kampagne für Vaterschaftsurlaubs-Initiative im Fokus

Vaterschaftsurlaubs-Initiative: **Erfolgreiche Unterschriftensammlung auf der Strasse und online**

Travail.Suisse bearbeitet das Thema Vaterschaftsurlaub bereits seit Jahren. Nachdem im Parlament über 30

Vorstösse gescheitert waren, begann Travail.Suisse anfangs 2016 mit den Vorarbeiten zur Lancierung der Volksinitiative «Für einen vernünftigen Vaterschaftsurlaub – zum Nutzen der ganzen Familie». Gemeinsam mit Vertreterinnen und Vertretern der Dachverbände der Familien (Pro Familia Schweiz), der Männerorganisationen (männer.ch) und der Frauen (alliance F) wurde ein Logo kreiert, eine Website erstellt, die Online-Kommunikation strategisch geplant und an einer Kampagnenplanung für die Zeit der Unterschriftensammlung gefeilt. Am 24. Mai 2016 war es so weit und die Initiative konnte lanciert werden. Ein Novum war die Online-Unterschriftensammlung über die Plattform WeCollect ([www.wecollect.ch](http://www.wecollect.ch)). Bereits am Tag der Lancierung besuchten über 20000 Personen die Plattform, um über ein Formular ihre Unterschrift abzugeben. Der Erfolg dieser neuen Art der Unterschriftensammlung spricht für sich: Das Ziel, einen Fünftel der Unterschriften online zu sammeln, liegt in Reichweite. Zu den «lesson learned» gehört allerdings, dass nur rund die

Hälfte ihre Unterschrift auch wirklich zurücksendet.

Sechs Medienkonferenzen und eine Tagung: **Gut besucht und mit erfreulichem Echo**

Travail.Suisse lud die Medien im Jahr 2016 zu sechs Medienkonferenzen ein und stellte ihnen neue Posi-

tionpapiere und arbeitnehmerrelevante Forderungen vor. Die erste Medienkonferenz fand am 18. Januar zum Thema «Weiterbildung: Die Arbeitgeber sind gefordert!» statt. Travail.Suisse zeigte auf, welche Herausforderungen mit der Inkraftsetzung des neuen Weiterbildungsgesetzes auf die Arbeitgeber zukommen.

Ein Höhepunkt im Jahr 2016 war die Medienkonferenz zur Lancierung der Vaterschaftsurlaubs-Initiative. Das Interesse bei den Medienschaffenden war gross und gerne liessen sie sich nach der eigentlichen Medienkonferenz noch direkt am Unterschriften-Sammelstand informieren. Ein weiterer Meilenstein war die Veröffentlichung der Resultate der zweiten Ausgabe des «Barometer Gute Arbeit» am 21. November 2016. Das Kooperationsprojekt der Berner Fachhochschule mit Travail.Suisse beleuchtet die Qualität der Arbeitsbedingungen in der Schweiz. Die Resultate der Ausgabe 2016 weisen sowohl auf die grossen psychosozialen Belastungen bei

den Arbeitnehmenden und die mangelhafte Förderung ihrer Weiterbildung als auch auf eine zunehmende Unzufriedenheit mit den Löhnen und Arbeitszeiten hin.

Die Unzufriedenheit mit den Löhnen liegt unter anderem in den geringen Lohnerhöhungen der vergangenen Jahre begründet. Travail.Suisse präsentierte im August gemeinsam mit den angeschlossenen Verbänden Syna, Hotel & Gastro Union und transfair die Lohnforderungen und legte dar, warum generelle Lohnerhöhungen in den meisten Branchen möglich sind. Im Dezember zogen die Beteiligten Bilanz und stellten fest, dass Lohnerhöhungen zwischen 0.5 und 1 Prozent ausgehandelt werden konnten. Für viele Arbeitnehmende resultierten indes Nullrunden – zum Teil zum dritten Mal in Folge.

Am 25. Oktober lancierte Travail.Suisse an einer Tagung die Website [www.info-workcare.ch](http://www.info-workcare.ch) – eine Plattform mit Informationen rund um das Thema der pflegenden Angehörigen. Die Tagung war ein grosser Erfolg und beeindruckte auch Bundespräsident Johann Schneider-Ammann.

Medienservice und Sessionsvorschau: **Bewährte Gefässe mit Potenzial**

Travail.Suisse hat auch 2016 vor jeder Session des Parlaments eine Sessionsvorschau veröffentlicht, die jeweils auf grosses Interes-

fois, est très apprécié et procure aux médias et à d'autres intéressés des mises en perspective, des positions et des points de vue sur des éléments d'actualité. Travail.Suisse prit aussi position sur des

thèmes actuels et des objets de la politique, de l'économie et de la société avec environ 100 communiqués de presse. Les cercles intéressés au domaine de la formation ont pu recevoir à quatre reprises

l'info-mail LEHE livrant des informations sur la loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Jeunesse.Suisse

## Engagé pour la naturalisation facilitée

### La commission de jeunesse de Travail.Suisse : ses tâches

Jeunesse.Suisse est la commission de jeunesse de Travail.Suisse. Elle a un siège dans le Comité de Travail.Suisse et une délégation la représente aussi à l'assemblée des délégués de Travail.Suisse. Jeunesse.Suisse a comme tâche d'apporter les opinions et les intérêts des jeunes des fédérations membres dans les prises de décision de Travail.Suisse et de se frotter à quelques thèmes importants.

### Naturalisation facilitée de la 3<sup>ème</sup> génération d'étrangers : engagement couronné de succès

Après l'acceptation le 30 septembre 2016 par le Parlement de l'initiative parlementaire « La Suisse doit reconnaître ses enfants », Jeunesse.Suisse décida de soutenir activement la modification constitutionnelle. On le fit avec la production d'une vidéo que l'on diffusa sur les réseaux sociaux.

### Cadre national des certifications : projet d'information planifié

Les diplômes nationaux de la formation professionnelle sont inscrits dans un cadre

national des certifications CNC. Ce dernier permet de faciliter la comparaison des diplômes suisses avec les diplômes d'autres pays, via le cadre européen des certifications CEC. Ce système est encore peu connu en Suisse. C'est pourquoi Jeunesse.Suisse a décidé de lancer un projet d'information à ce sujet. L'idée du projet a été développée en 2016. Et, en 2017, il est prévu de déposer le projet pour un soutien financier auprès du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI.

### Stages : il faut des règles claires

Il est de plus en plus fréquent qu'on demande aux jeunes avant ou après avoir terminé une formation de faire un stage. Mais les stages ne sont souvent rien d'autre que des embauches déguisées sans but de formation avec une mauvaise rémunération. Jeunesse.Suisse veut contrecarrer cette tendance et définir des règles claires pour définir ce qu'est un stage. On a instauré un groupe de travail pour travailler sur cette question.

### Structures : nécessité d'une adaptation

Jeunesse.Suisse a commencé son activité le 1<sup>er</sup> janvier 2013 sur la base d'un

règlement. En 2016, on a vérifié si les structures, composées du conseil de la jeunesse, de la commission de la jeunesse, du comité et du secrétariat, fonctionnaient à satisfaction ou non. On a surtout constaté que la collaboration entre la commission de la jeunesse et le comité ne s'est pas réalisée comme supposé. Par rapport à l'ensemble, le Comité est trop marquant. C'est pourquoi, à l'avenir, toutes les décisions devront être prises par la commission de la jeunesse au lieu de la procédure actuelle en deux temps, d'abord le comité et ensuite la commission de la jeunesse. Il s'agit donc de revaloriser le rôle de la commission de la jeunesse.

### CSAJ : le président de Jeunesse.Suisse élu au comité

En 2016, Roman Helfer, président de Jeunesse.Suisse, a été élu au comité composé de neuf personnes du Conseil suisse des activités de jeunesse (CSAJ). Les jeunes de la commission de jeunesse de Travail.Suisse sont ainsi pour la première fois représentés dans l'organe stratégique du CSAJ. Le CSAJ soutient d'ailleurs activement l'initiative « Pour un congé de paternité raisonnable – en faveur de toute la famille »

se stösst und seit 2016 kontinuierlich weiterentwickelt wird. Auch der Medienservice, der 18 Mal erschien, erfreut sich grosser Beliebtheit und bedient Medien und Interessierte jeweils mit Hintergründen, Positionen oder

Statements zum aktuellen Zeitgeschehen. Ausserdem nahm Travail.Suisse mit knapp 100 Medienmitteilungen Stellung zu aktuellen Themen und Geschäften aus Politik, Wirtschaft und Gesellschaft und bediente

Interessierte im Bildungsbereich vier Mal im Rahmen des Info-Mail HFKG mit Informationen zum Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz HFKG, das am 1. Januar 2015 in Kraft getreten ist.

Jeunesse.Suisse

## Aktiv für eine erleichterte Einbürgerung

### Jugendkommission von Travail.Suisse: Ihre Aufgaben

Jeunesse.Suisse ist die Jugendkommission von Travail.Suisse. Sie hat Einsitz im Vorstand von Travail.Suisse und ist

auch an der Delegiertenversammlung von Travail.Suisse mit einer Abordnung vertreten. Aufgabe von Jeunesse.Suisse ist es, die Meinungen und Interessen der Jugendlichen der Mitgliedsverbände in die Entscheidungsfindung von Travail.Suisse einzubringen und eigene wichtige Themen zu bearbeiten.

### Erleichterte Einbürgerung der 3. Ausländergeneration: Erfolgreiches Engagement

Nachdem das Parlament am 30. September 2016 die parlamentarische

Initiative «Die Schweiz muss ihre Kinder anerkennen» angenommen hatte, beschloss Jeunesse.Suisse, die Verfassungsänderung aktiv zu unterstützen. Man half mit, ein Video zum Thema herzustellen und es über die sozialen Medien zu verteilen.

### Nationaler Qualifikationsrahmen: Informationsprojekt geplant

Die Schweizerischen Berufsbildungsabschlüsse werden in einen sogenannten

Nationalen Qualifikationsrahmen NQR eingeordnet. Dies ermöglicht, die Schweizer Abschlüsse über den Europäischen Qualifikationsrahmen EQR mit Abschlüssen anderer Länder zu vergleichen. Dieses System ist in der Schweiz noch wenig bekannt. Jeunesse.Suisse hat daher beschlossen, diesbezüglich ein Informationsprojekt zu lancieren. 2016 wurde die Projektidee entwickelt. 2017 soll beim Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation SBFI ein Projektantrag zur Unterstützung des Informationsprojekts eingegeben werden.

### Praktika: Es braucht klare Regeln

Es kommt immer häufiger vor, dass von Jugendlichen vor oder nach dem Absolvieren einer Ausbildung ein Praktikum verlangt wird. Oft sind Praktika aber nichts

anderes als verdeckte Anstellungen ohne Ausbildungsziele und mit schlechter Entlohnung. Jeunesse.Suisse möchte dieser Tendenz entgegenwirken und Regeln definieren, unter welchen Bedingungen ein Praktikum wirklich ein Praktikum ist. Eine Arbeitsgruppe zur Bearbeitung des Problems wurde eingesetzt.

### Strukturen: Eine Anpassung drängt sich auf

Jeunesse.Suisse nahm am 1. Januar 2013 die Arbeit auf und gab sich damals ein Reglement. 2016 wurde über-

prüft, ob die aufgebauten Strukturen mit Jugendrat, Jugendkommission, Vorstand und Geschäftsstelle zur Zufriedenheit funktionieren oder nicht. Es wurde vor allem festgestellt, dass die Zusammenarbeit zwischen Jugendkommission und Vorstand nicht so stattfand, wie das angedacht war. Der Vorstand wurde im ganzen System zu stark. Statt wie bisher in einem zweigliedrigen Entscheidungsverfahren – zuerst Vorstand, dann Jugendkommission – sollen deshalb künftig alle Entscheidungen in der Jugendkommission selbst getroffen werden. Damit soll die Jugendkommission aufgewertet werden.

### SAJV: Präsident von Jeunesse.Suisse in Vorstand gewählt

2016 wurde der Präsident von Jeunesse.Suisse, Roman Helfer, in den neunköpfigen Vorstand der Schweizerischen

Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände (SAJV) gewählt. Damit sind die Jugendlichen der Jugendkommission von Travail.Suisse zum ersten Mal im strategischen Organ der SAJV vertreten. Die SAJV unterstützt übrigens auch aktiv die Initiative «Für einen vernünftigen Vaterschaftsurlaub – zum Nutzen der ganzen Familie».

## Un nouveau palier atteint tant sur le plan quantitatif que qualitatif

### 2016 : année couronnée de succès pour ARC

Marcel Bayard, vice-président des SCIV, a été élu dans le comité d'ARC.

Il succède à Patrik Chabbey. Sur le plan financier, 2016 a été une bonne année, le capital propre ayant augmenté de 40 000 francs. Lors de sa séance du mois de décembre, le comité a décidé, en raison des mutations dans l'économie (mot-clé digitalisation), de vérifier la stratégie d'ARC et, éventuellement, de l'adapter.

### Offre de cours : bien notée par les participant·e·s

Avec plus de 14 700 heures de participation, ARC a atteint un nouveau record d'un point de vue quantitatif. Il est aussi réjouissant

qu'ARC ait vraiment pris pied en Suisse romande grâce à un travail de promotion et de coordination conséquent. 2016 a également été un bon cru sur le plan qualitatif avec une moyenne de tous les cours de 5.67 (en 2015 : 5.63). Cela signifie que la qualité moyenne de tous les cours se situe au-delà du benchmark défini de 5.50 sur 6.00. En Suisse romande, la moyenne était de 5.69 (5.65) et en Suisse alémanique de 5.65 (5.59). Si une évaluation est inférieure à 5.3, ARC en recherche les causes. En 2016, il n'y eut aucun cours sous cette valeur (2015 : un cours).

### Thème du programme annuel : pouvoir se concentrer sur l'essentiel

La vie professionnelle nous place souvent devant des tâches difficiles. Pour les résoudre, différentes

### Les projets de la Suva : placer la sécurité au centre

compétences sont nécessaires. Nous devons pouvoir nous concentrer sur l'essentiel et avoir le regard tourné vers ce qui est réalisable. Il nous faut y mettre du soin, de la patience et avoir la capacité à nous concentrer sur le but poursuivi si nous voulons réaliser notre plan. Et parfois, il nous faut tout simplement oser. Exactement comme le jeu du mikado qui a donné en 2016 l'image du programme annuel d'ARC.

notre plateforme d'apprentissage [www.arbeitssicherheit-hf.ch](http://www.arbeitssicherheit-hf.ch) et dans la brochure « Un apprentissage sans accident ». Les deux produits existent en allemand, français et italien.

### Travail.Suisse Formation : dépôt de la convention de prestation

Avec le « Centro di formazione professionale CFP et l'Enaip, ARC a fondé l'association Travail.Suisse Formation TSF. Le travail de cette organisation faîtière de la formation continue a démarré le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Le dépôt d'une convention de prestation pour les années 2017-2020 auprès du Secrétariat à la formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI a été l'activité la plus importante réalisée en 2016. Le thème central en est l'accès à la formation continue publique pour les personnes ayant un handicap.

ARC a reçu aussi en 2016 le soutien de la Suva pour le travail de prévention. Nous avons investi ce soutien financier dans

*Die Kurse von ARC werden von den Teilnehmenden sehr geschätzt und hoch bewertet.*

*Les cours de ARC sont très appréciés de ses participants et participantes et très bien évalués.*





## Quantitativ und qualitativ ein neues Niveau erreicht

### 2016: Ein erfolgreiches Jahr für ARC

Marcel Bayard, Vizepräsident von SCIV, wurde neu in den Vorstand von ARC gewählt. Er ist der Nachfolger von Patrik Chabbey. Finanziell war das

Jahr 2016 ein erfolgreiches Jahr. Rund 40000 Franken konnten dem Eigenkapital gutgeschrieben werden. In der Vorstandssitzung vom Dezember beschloss der Vorstand angesichts der wirtschaftlichen Veränderungen (Stichwort: Digitalisierung), die aktuelle Strategie von ARC zu überprüfen und allenfalls anzupassen.

### Kursangebot: Gute Noten von den Teilnehmenden

Mit über 14700 Teilnehmerstunden hat ARC in quantitativer Hinsicht ein neues

Niveau erreicht. Erfreulich ist, dass ARC nun auch in der Romandie dank einer konsequenten Koordinations- und Werbearbeit wirklich Fuss gefasst hat. Auch auf qualitativer Ebene war 2016 ein gutes Jahr. 2016 wurde über alle Kurse hinweg ein Wert von 5.67 (2015: 5.63) erreicht. Das heisst, dass die durchschnittliche Qualität aller Kurse mit einer Benotung von 5.67 über dem von uns definierten Benchmark von 5.50 von 6.00 lag. In der Westschweiz lag der Durchschnitt bei 5.69 (5.65) und in der Deutschschweiz bei 5.65 (5.59). Liegt eine Bewertung unter 5.3, geht ARC den Gründen nach. 2016 lag kein Kurs unter diesem Wert (2015: ein Kurs).

### Thema des Jahresprogramms: Sich auf das Wesentliche konzentrieren können

Das Erwerbsleben stellt uns oftmals vor schwierige Aufgaben. Um sie zu lösen, brauchen wir verschiedene

Fähigkeiten. Wir müssen uns auf das Wesentliche konzentrieren können. Wir brauchen den Blick für das Machbare. Wir benötigen Sorgfalt, Geduld und Zielstrebigkeit bei der Umsetzung unseres Planes. Und manchmal brauchen wir auch den Mut, etwas zu wagen. Genau wie beim Mikadospiel, das 2016 das Motiv für das Jahresprogramm von ARC abgab.

### Suva-Projekte: Arbeitssicherheit im Zentrum

Auch 2016 wurde ARC von der Suva für Präventionsarbeit unterstützt. Die finanzielle Unterstützung wurde in unsere Lernplatt-

form [www.arbeitssicherheit-hf.ch](http://www.arbeitssicherheit-hf.ch) und in die Broschüre «Ohne Unfall durch die Lehre» investiert. Beide Produkte existieren in Deutsch, Französisch und Italienisch.

### Travail.Suisse Formation: Eingabe der Leistungsvereinbarung

ARC hat zusammen mit dem Centro di formazione professionale CFP und Enaip den Verein Travail.

Suisse Formation TSF gegründet. Am 1. Januar 2016 begann offiziell die Arbeit dieses Weiterbildungsdachverbandes. Wichtigste Tätigkeit war 2016 die Eingabe

einer Leistungsvereinbarung für die Jahre 2017-2020 beim Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation SBFI. Zentrales Thema der Eingabe ist der Zugang zur öffentlichen Weiterbildung für Menschen/Arbeitnehmende mit Behinderungen.

### Weiterbildungsabschlüsse: Mehr Transparenz tut not

2016 hat ARC zusammen mit anderen Akteuren der Weiterbildung ein Projekt zum Thema «Arbeitsmarktwert von

Branchenzertifikaten und Transparenz von Weiterbildung» beim Staatssekretariat für Bildung, Forschung und



Das Thema «Visualisieren» stand im Zentrum dieses ARC-Kurses.

Le thème «visualiser» est au centre de ce cours ARC.

**Diplômes de formation continue: il faut plus de transparence**

En 2016, ARC a déposé avec d'autres acteurs de la formation continue un projet sur le thème « Valeur pour le marché du travail de certificats de branches et transparence de la formation continue » auprès du Secrétariat à la formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI. Les diplômes de formation formelle sont réglés par l'Etat, le système est unifié et transparent. Dans le domaine non formel, ainsi dans celui de la

formation continue, il en va différemment: les diplômes de formation continue sont en grande partie en main d'organisations privées, le marché fonctionne bien mais il manque de visibilité. Le projet veut contribuer à apporter davantage de transparence dans le système hétérogène des diplômes de formation continue.

**Workshops stratégiques pour des organisations: l'offre est utilisée**

ARC propose depuis plusieurs années des workshops stra-

tégiques pour des organisations, qui veulent évaluer leur activité et se réorienter. Il y a eu aussi en 2016 des organisations du domaine des Hautes écoles qui ont bénéficié des prestations de service d'ARC.

Oeuvre d'entraide Brücke • Le pont

## 60 ans de solidarité avec les travailleurs et travailleuses du Sud

**Point focal: le nouveau programme de développement 2017-2020**

Le programme « Travail en dignité » 2017-2020 élaboré en 2016 figure comme point focal pour la poursuite du travail de coopération au développement de Brücke • Le pont. Il inclut les buts et les points forts stratégiques du travail de projet au Sud et les domaines information et sensibilisation à la politique de développement, coopérations et réseaux, financement, processus d'activité, gestion de la connaissance et apprentissage institutionnel. Le programme 2017-2020 contient ensuite les deux programmes régionaux Togo/Bénin et El Salvador/Honduras ainsi que les programmes par pays Brésil et Bolivie. Il est aussi prévu de conserver l'accent mis sur les trois points forts thématiques qui sont le développement des revenus, les compétences professionnelles et les droits du travail. La Direction pour la coopération et l'aide au développement (DDC) a évalué très positive-

ment les contenus des nouveaux programmes et les a approuvés. La stratégie de Brücke • Le pont a été prolongée d'une année.

**Initiative pour des multinationales responsables: déposée avec succès**

Hormis le travail de projet, Brücke • Le pont s'engagea aussi en 2016 dans la politique de développement. En tant qu'organisation membre, elle a soutenu l'initiative pour des multinationales responsables afin que les entreprises suisses à l'étranger respectent l'environnement et les droits humains et contribuent ainsi à un développement durable. L'initiative a été déposée le 10 octobre 2016 à la Chancellerie fédérale avec environ 120 000 signatures valables. Brücke • Le pont s'est aussi engagé dans l'alliance contre la spéculation alimentaire et donc pour l'initiative du même nom. En tant que partenaire de la campagne « Annoncer la couleur pour

une Suisse humaine » Brücke • Le pont manifesta sa solidarité avec les réfugiés. En participant à « L'appel contre la faim et la pauvreté », Brücke • Le pont s'est engagée contre des réductions massives dans l'aide au développement.

**Finances: une année pleine de défis**

Du point de vue financier et institutionnel, 2016 a été une année pleine de défis. En raison de la composition politique actuelle du Parlement, les moyens financiers provenant de l'Etat ont été réduits. La thématique de la migration ici en Suisse et le besoin d'aide d'urgence à plusieurs foyers de crise dans le monde repoussent de façon croissante la coopération au développement comme pilier de la stabilité à long terme et du développement durable. Les bas taux d'intérêts induisent aussi à un comportement de retenue des dons de nature institutionnelle (fondations). Ces évolutions ont fait que le potentiel

und Innovation SBF eingereicht. Formale Bildungsabschlüsse sind staatlich geregelt, das System ist einheitlich und transparent. Im non-formalen Bereich, also im Weiterbildungsbereich, sieht es anders aus: Die Weiterbildungsabschlüsse sind grösstenteils in privater Trägerschaft, der Markt funktioniert gut, ist aber unübersichtlich. Das Projekt will dazu beitragen, mehr Transparenz in das heterogene System der Weiterbildungsabschlüsse zu bringen.

#### Strategieworkshops für Organisationen: Angebot wird genutzt

Im Angebot von ARC stehen seit mehreren Jahren auch Strategieworkshops für Organisationen, die ihre Tätigkeit evaluieren und neu ausrichten wollen. 2016 waren es Organisationen aus dem Hochschulbereich, welche die Dienstleistungen von ARC in Anspruch nahmen.

Hilfswerk Brücke • Le pont

## 60 Jahre Solidarität mit Arbeitenden im Süden

#### Meilenstein: Das neue Entwicklungs- programm 2017-2020

Als Meilenstein für die weitere Entwicklungszusammenarbeit von Brücke • Le pont wurde 2016 das

Programm «Arbeit in Würde» 2017-2020 erstellt. Es umfasst die strategischen Schwerpunkte und Ziele der Projektarbeit im Süden sowie der Bereiche Information und entwicklungspolitische Sensibilisierung, Kooperationen und Netzwerke, Finanzierung, Geschäftsprozesse, Wissensmanagement und institutionelles Lernen. Das Programm 2017-2020 beinhaltet fortan die zwei Regionalprogramme Togo/Benin und El Salvador/Honduras sowie die Länderprogramme Brasilien und Bolivien. Die Fokussierung auf die drei thematischen Schwerpunkte Einkommensförderung, berufliche Kompetenzen und Arbeitsrechte wird auch zukünftig beibehalten. Die Inhalte des neuen Programms wurden von der Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit (DEZA) sehr positiv aufgenommen und genehmigt. Die Strategie von Brücke • Le pont wurde um ein Jahr verlängert.

#### Konzernverant- wortungsinitiative: Einreichung ist erfolgt

Neben der Projektarbeit vor Ort engagierte sich Brücke • Le pont 2016 weiterhin in

der Schweiz entwicklungspolitisch: Sie unterstützte als Trägerorganisation die Konzernverantwortungsinitiative, damit Schweizer Konzerne im Ausland die Umwelt und Menschenrechte respektieren und so zu einer nachhaltigen Entwicklung beitragen. Die Initiative konnte am 10. Oktober 2016 mit rund 120 000 gültigen Unterschriften bei der Bundeskanzlei eingereicht werden. Nebenbei beteiligte sich Brücke • Le pont im «Bündnis gegen Spekulation mit Nahrungsmitteln» an der sogenannten Spekulationsstopp-Initiative. Als Partner bei der Kampagne «Farbe bekennen für eine menschliche Schweiz» setzte Brücke • Le pont ein Zeichen der Solidarität mit Flüchtlingen. Mit der Beteiligung am «Weckruf gegen Hunger und Armut» setzte sich Brücke • Le pont zudem gegen massive Kürzungen in der Entwicklungszusammenarbeit ein.

#### Finanzen: Ein Jahr voller Herausforderungen

In finanzieller und institutioneller Hinsicht war 2016 ein Jahr voller Herausforderungen. Aufgrund der aktuel-

len politischen Zusammensetzung des Parlaments werden die finanziellen Mittel von staatlicher Seite her gekürzt. Die Migrationsthematik hierzulande sowie der Nothilfebedarf bei weltweiten Krisenherden verdrängen zunehmend die Entwicklungszusammenarbeit als Pfeiler langfristiger Stabilität und nachhaltiger Entwicklung. Die tiefen Zinssätze führen zudem zu einem konservativen Spendenverhalten auf der institutionellen Seite (Stiftungen). Aufgrund dieser Entwicklungen konnte das Wachstumspotenzial des Programms «Arbeit in Würde» 2016 nicht wie geplant ausgeschöpft werden. Zukünftig ist eine Konsolidierung geplant. Umso mehr ist Brücke • Le pont auf die Gelder privater Spender und Spenderinnen angewiesen. Die steigenden Anforderungen auch im Bereich Reporting und Rechenschaftsablegung haben 2016 zum Ausbau der personellen Ressourcen geführt. So

de croissance du programme « Travail en dignité » n'a pas pu être exploité pleinement comme prévu. Une consolidation est prévue pour le futur. Brücke • Le pont dépend donc encore plus de l'argent des donateurs privés. Les exigences croissantes aussi dans le domaine du reporting et de la gestion administrative ont conduit en 2016 à un développement des ressources en personnel. Cela s'est traduit par la désignation d'une directrice adjointe au secrétariat en la personne de Daniela Steiner.

**Jubilé des 60 ans :  
Brücke • Le pont  
a fêté à Fribourg**

Sous le titre « Nous disons merci », Brücke • Le pont a fêté son jubilé des 60 ans le 20 août à Fribourg. Plus de 150 invité•e•s en provenance de toute la Suisse se retrouvèrent pour un événement festif au théâtre de l'équilibre en collaboration avec les Rencontres folkloriques internationales. Le programme combina des aspects informatifs avec des spectacles de danse et musicaux et fit connaître aux participants l'histoire de Brücke • Le pont et le programme de développement actuel. Adrian Wüthrich, président de Travail.Suisse, qui est l'une des deux organisations fondatrices de Brücke • Le pont, attesta dans ce cadre des mérites de Brücke • Le pont. Konrad Specker, de la DDC, tint aussi un discours. Le canton de Fribourg était représenté par le Conseiller d'Etat Erwin Jutzet. Le 12 septembre, il y eut encore une autre fête à Lucerne.

**Nouveau site web :  
amélioration notable  
de la présentation de  
Brücke • Le pont**

Dans la perspective de l'année du jubilé, Brücke • Le pont a complètement rafraîchi son site web. La présentation de notre organisation face à l'extérieur s'améliore ainsi de façon notable. En 2016, Brücke • Le pont a aussi – et c'est nouveau – produit un film. Il est prévu de lancer une newsletter en 2017.

La migration sur une nouvelle banque de données intégrée (Cobra) se trouve dans la phase ultime.

**60 ans de construction de  
ponts avec Travail.Suisse :  
un grand merci!**

Travail.Suisse a aussi soutenu pendant l'année de jubilé Brücke • Le

pont de manière généreuse et durable. Le comité et le secrétariat de Brücke • Le pont l'en remercient très sincèrement. Travail.Suisse fait donc ainsi mentir l'adage d'Isaac Newton : « Les hommes créent trop de murs et pas assez de ponts ». Alors nous disons en route pour 60 autres années de construction de ponts avec Brücke • Le pont.



wurde mit Daniela Steiner die Geschäftsstelle um eine stellvertretende Geschäftsleiterin erweitert.

**60-Jahr-Jubiläum:  
Brücke • Le pont  
feierte in Freiburg**

Unter dem Motto «Wir sagen Danke» feierte Brücke • Le pont am 20. August in Freiburg ihr 60-Jahr-



Jubiläum. Über 150 Gäste aus der ganzen Schweiz fanden sich zum Festakt im Theater Equilibre ein, der in Zusammenarbeit mit dem Internationalen Folkloretreffen durchgeführt werden konnte. Das Programm verband Information mit Tanz- und Musikshows und führte den Anwesenden die Geschichte und das aktuelle Entwicklungsprogramm des Hilfswerks vor Augen. Adrian Wüthrich, Präsident der Gründer- und Trägerorganisation Travail.Suisse, würdigte in diesem Rahmen die Verdienste von Brücke • Le pont. Zu den Rednern gehörte auch Konrad Specker von der DEZA. Der Kanton Freiburg war mit Staatsrat Erwin Jutzet vertreten. Am 12. September fand in Luzern eine weitere Feier statt.

**Neue Website:  
Markante Verbesserung  
des Auftritts  
von Brücke • Le pont**

Im Hinblick auf das Jubiläumsjahr hat Brücke • Le pont 2016 den Relaunch der Website durchgeführt. Damit

verbesserte sich der Auftritt unserer Organisation in der Öffentlichkeit markant. Neu konnte Brücke • Le pont 2016 auch einen Imagefilm produzieren. 2017 ist zudem die Lancierung eines Newsletters angedacht. Die Migration auf eine neue integrierte Datenbank (Cobra) befindet sich in der Endphase.

**60 Jahre Brückenbau  
mit Travail.Suisse:  
Herzlichen Dank!**

Travail.Suisse hat Brücke • Le pont auch im Jubiläumsjahr grosszügig und nachhaltig unterstützt. Dafür

danken der Vorstand und die Geschäftsstelle von Brücke • Le pont herzlich. Travail.Suisse strahlt das Bonmot von Isaac Newton Lügen: «Die Menschen bauen zu viele Mauern und zu wenig Brücken.» In diesem Sinne: Auf weitere 60 Jahre Brückenbau mit Brücke • Le pont!

*Ballonwettbewerb an der Feier zum 60-Jahr-Jubiläum von Brücke • Le pont in Freiburg.*

*Le concours de ballons lors de la fête à l'occasion du jubilé des 60 ans de Brücke • Le pont à Fribourg.*

# Représentations de Travail.Suisse (Etat au 31 décembre 2016)

## Politique du marché du travail

**Commission fédérale pour la politique économique**  
Adrian Wüthrich

**Groupe de contact de la Banque nationale suisse BNS**  
Adrian Wüthrich

**Commission tripartite fédérale des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes**  
Gabriel Fischer, Arno Kerst

**Commission fédérale de surveillance du fonds de compensation de l'assurance-chômage**  
Gabriel Fischer, Carole Furrer (dès 2017), Silvano Salvadori (jusqu'à fin 2016), Beat Schwaller

**Commission fédérale du travail**  
Hélène Agbémégnah (dès 2017), Patrik Chabbey (jusqu'à fin 2016), Mathias Regotz

**Commission fédérale de conciliation en matière de conflits collectifs de travail**  
Irene Darwich, René-Pierre Thorimbert

**Commission de la statistique fédérale**  
Valérie Borioli Sandoz

## Politique sociale

**Commission fédérale de l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité**  
Matthias Kuert Killer

**Commission fédérale de la prévoyance professionnelle**  
Eric Dubuis, Matthias Kuert Killer

**Caisse supplétive LPP, Conseil de fondation**  
Urs Masshardt, Adrian Wüthrich

**Fondation Fonds de garantie LPP, Conseil de fondation**  
Matthias Kuert Killer

**Caisse nationale suisse d'assurances en cas d'accidents Suva, conseil d'administration**  
Arno Kerst (dès 2017), Matthias Kuert Killer, Urs Masshardt, Kurt Regotz (jusqu'à fin 2016), Renato Ricciardi et Janine Wicki

**Commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail**  
Diego Frieden et Fritz Bütikofer

**Fonds de compensation de l'AVS/AI/APG**  
Adrian Wüthrich

**Pro Familia Suisse**  
Valérie Borioli Sandoz

## Politique de l'égalité

**Commission fédérale pour les questions féminines**  
Valérie Borioli Sandoz

## Politique des étrangers

**Commission fédérale des migrations**  
Hélène Agbémégnah

## Politique de formation

**Commission fédérale pour la formation professionnelle**  
Urs Masshardt

**Conférence suisse des hautes écoles, comité permanent du monde du travail**  
Bruno Weber-Gobet

**Comité de la Fédération suisse pour la formation continue FSEA**  
Bruno Weber-Gobet

**Comité de la Société suisse pour la recherche appliquée en matière de formation professionnelle SRFP**  
Bruno Weber-Gobet

## Politique extérieure

**Commission fédérale consultative du Point de contact national pour les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales**  
Denis Torche

**Commission tripartite pour les affaires de l'OIT**  
Hélène Agbémégnah

**Comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats CES**  
Denis Torche, Adrian Wüthrich

**Comité exécutif AELE**  
Gabriel Fischer, Kurt Regotz

# Vertretung von Travail.Suisse in Kommissionen und Organisationen (Stand 31. Dezember 2016)

## Arbeitsmarktpolitik

**Eidgenössische Kommission für Wirtschaftspolitik**  
Adrian Wüthrich

**Kontaktgruppe Schweizerische Nationalbank SNB**  
Adrian Wüthrich

**Eidgenössische tripartite Kommission Begleitmassnahmen Personenfreizügigkeit**  
Gabriel Fischer, Arno Kerst

**Aufsichtskommission für den Ausgleichsfonds der Arbeitslosenversicherung**  
Gabriel Fischer, Carole Furrer (ab 2017), Silvano Salvadori (bis Ende 2016), Beat Schwaller

**Eidgenössische Arbeitskommission**  
Hélène Agbémégnah (ab 2017), Patrik Chabbey (bis Ende 2016), Mathias Regotz

**Eidgenössische Einigungsstelle zur Beilegung von kollektiven Arbeitsstreitigkeiten**  
Irene Darwich, René-Pierre Thorimbert

**Eidgenössische Kommission für Bundesstatistik**  
Valérie Borioli Sandoz

## Sozialpolitik

**Eidgenössische Kommission für die Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung**  
Matthias Kuert Killer

**Eidgenössische Kommission für die berufliche Vorsorge**  
Eric Dubuis, Matthias Kuert Killer

**Auffangeinrichtung BVG, Stiftungsrat**  
Urs Masshardt, Adrian Wüthrich

**Sicherheitsfonds BVG, Stiftungsrat**  
Matthias Kuert Killer

**Verwaltungsrat der Schweizerischen Unfallversicherungsanstalt Suva**  
Arno Kerst (ab 2017), Matthias Kuert Killer, Urs Masshardt, Kurt Regotz (bis Ende 2016), Renato Ricciardi und Janine Wicki

**Eidgenössische Kommission für Arbeitssicherheit**  
Diego Frieden und Fritz Bütikofer

**Verwaltungsrat des Ausgleichsfonds AHV/IV/EO**  
Adrian Wüthrich

**Pro Familia Schweiz**  
Valérie Borioli Sandoz

## Gleichstellungspolitik

**Eidgenössische Kommission für Frauenfragen**  
Valérie Borioli Sandoz

## Migrationspolitik

**Eidgenössische Migrationskommission**  
Hélène Agbémégnah

## Bildungspolitik

**Eidgenössische Berufsbildungskommission**  
Urs Masshardt

**Schweizerische Hochschulkonferenz, Ausschuss Arbeitswelt**  
Bruno Weber-Gobet

**Vorstand Schweizerischer Verband für Weiterbildung SVEB**  
Bruno Weber-Gobet

**Vorstand Schweizerische Gesellschaft für angewandte Berufsbildungsforschung SGAB**  
Bruno Weber-Gobet

## Aussenpolitik

**Eidg. Kommission zur Beratung des Nationalen Kontaktpunktes für die OECD-Leitsätze für multinationale Unternehmen**  
Denis Torche

**Tripartite Kommission für Angelegenheiten der IAO**  
Hélène Agbémégnah

**Exekutivausschuss des Europäischen Gewerkschaftsbundes EGB**  
Denis Torche, Adrian Wüthrich

**EFTA-Konsultativausschuss**  
Gabriel Fischer, Kurt Regotz

## Effectif des membres des organisations affiliées

Etat des membres le 1<sup>er</sup> janvier 2016

<b>Syna</b>	59 956
<b>Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST</b>	41 688
<b>Hotel &amp; Gastro Union</b>	20 288
<b>transfair</b>	12 747
<b>Syndicats chrétiens du Valais SCIV</b>	12 022
<b>Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB</b>	2 099
<b>Fédération des Professeurs des Hautes écoles spécialisées suisses FH-CH</b>	1 063
<b>Fédération Suisse des Représentations du Personnel de l'Economie Electrique FPE</b>	1 004
<b>Association romande des logopédistes diplômés ARLD</b>	959
<b>Employés Droguistes Suisse</b>	192
<b>Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois/es en Suisse VUCAS</b>	90
Total	152 108



## Mitgliederbestand der Mitgliedsorganisationen

Mitgliederbestand per 1. Januar 2016

<b>Syna</b>	59 956
<b>Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST</b>	41 688
<b>Hotel &amp; Gastro Union</b>	20 288
<b>transfair</b>	12 747
<b>Syndicats chrétiens du Valais SCIV</b>	12 022
<b>Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB</b>	2 099
<b>Schweizerischer Verband der Fachhochschuldozierenden FH-CH</b>	1 063
<b>Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE</b>	1 004
<b>Association romande des logopédistes diplômés ARLD</b>	959
<b>Angestellte Drogisten Suisse</b>	192
<b>Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS</b>	90
Total	152 108

## Adresses

### Secrétariat central

#### Travail.Suisse

Hopfenweg 21, case postale, 3001 Berne  
tél. 031/370.21.11 fax 031/370.21.09  
e-mail: info@travailsuisse.ch  
www.travailsuisse.ch

### Organisations affiliées

#### Syna

Römerstrasse 7, case postale, 4601 Olten  
tél. 044/279.71.71 fax 044/279.71.72  
e-mail: info@syna.ch  
www.syna.ch

#### Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST

Via Balestra 19, 6900 Lugano  
tél. 091/921.15.51 fax 091/923.53.65  
e-mail: segretariato.cantonale@ocst.com  
www.ocst.com

#### Hotel & Gastro Union

Adligenswilerstrasse 29/22,  
case postale 3027, 6002 Lucerne  
tél. 041/418.22.22 fax 041/412.03.72  
e-mail: info@hotelgastrounion.ch  
www.hotelgastrounion.ch

#### transfair

Hopfenweg 21, case postale, 3000 Berne 14  
tél. 031/370.21.21 fax 031/370.21.31  
e-mail: zentralsekretariat@transfair.ch  
www.transfair.ch

#### Syndicats chrétiens du Valais SCIV

Place du Midi 24  
1950 Sion  
tél. 027/327.34.56 fax 027/327.34.59  
e-mail: info@sciv.ch  
www.sciv.ch

#### Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB

Brown Boveri Platz 3b, 5400 Baden  
Tel. 058/589.37.17 Fax. 058/589.21.23  
e-mail: pasqua-de-masi@avabb.ch  
www.avabb.ch

#### Fédération des Professeurs des Hautes écoles spécialisées suisses FH-CH

c/o Denise Martin, secrétaire générale,  
Hofmatt 42, 5112 Thalheim  
tél. 056/443.06.03 fax. 056/443.06.04  
e-mail: denise.martin@fh-ch.ch  
www.fh-ch.ch

#### Fédération Suisse des Représentations du Personnel de l'Economie électrique FPE

3000 Berne  
tél. 0844/373.373 (4 cent./min) fax. 071/757.94.59  
e-mail: info@vpe.ch  
www.vpe.ch

#### Association romande des logopédistes diplômés ARLD

Secrétariat général, Place de la Riponne 5,  
1005 Lausanne  
tél. 021/732.17.31  
e-mail: secretariat@arld.ch  
www.arld.ch

#### Employés Drogistes Suisse

Gerbergasse 26, case postale 644, 4001 Bâle  
tél. 061/261.45.45 fax. 061/261.46.18  
e-mail: info@drogisten.org  
www.drogisten.org

#### Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois·e-es en Suisse VUCAS

case postale 2408, 8021 Zurich 1

# Adressen

## Geschäftsstelle

### Travail.Suisse

Hopfenweg 21, Postfach, 3001 Bern  
Tel. 031/370.21.11 Fax. 031/370.21.09  
e-mail: info@travailsuisse.ch  
www.travailsuisse.ch

## Mitgliedsorganisationen

### Syna

Römerstrasse 7, Postfach, 4601 Olten  
Tel. 044/279.71.71 Fax. 044/279.71.72  
e-mail: info@syna.ch  
www.syna.ch

### Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST

Via Balestra 19, 6900 Lugano  
Tel. 091/921.15.51 Fax. 091/923.53.65  
e-mail: segretariato.cantonale@ocst.com  
www.ocst.com

### Hotel & Gastro Union

Adligenswilerstrasse 29/22,  
Postfach 3027, 6002 Luzern  
Tel. 041/418.22.22 Fax. 041/412.03.72  
e-mail: info@hotelgastrounion.ch  
www.hotelgastrounion.ch

### transfair

Hopfenweg 21, Postfach, 3000 Bern 14  
Tel. 031/370.21.21 Fax. 031/370.21.31  
e-mail: zentralsekretariat@transfair.ch  
www.transfair.ch

### Syndicats chrétiens du Valais SCIV

Place du Midi 24  
1950 Sion  
Tel. 027/327.34.56 Fax. 027/327.34.59  
e-mail: info@sciv.ch  
www.sciv.ch

### Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB

Brown Boveri Platz 3b, 5400 Baden  
Tel. 058/589.37.17 Fax. 058/589.21.23  
e-mail: pasqua.de-masi@avabb.ch  
www.avabb.ch

### Schweizerischer Verband der Fachhochschuldozierenden FH-CH

c/o Denise Martin, Geschäftsleiterin,  
Hofmatt 42, 5112 Thalheim  
Tel. 056/443.06.03 Fax. 056/443.06.04  
e-mail: denise.martin@fh-ch.ch  
www.fh-ch.ch

### Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE

3003 Bern  
Tel. 0844/873.873 (4 Rp./Min.) Fax. 071/757.94.59  
e-mail: info@vpe.ch  
www.vpe.ch

### Association romande des logopédistes diplômés ARLD

Secrétariat général  
Place de la Riponne 5, 1005 Lausanne  
Tel. 021/732.17.31  
e-mail: secretariat@arld.ch  
www.arld.ch

### Angestellte Drogisten Suisse

Gerbergasse 26, Postfach 644, 4001 Basel  
Tel. 061/261.45.45 Fax. 061/261.46.18  
e-mail: info@drogisten.org  
www.drogisten.org

### Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS

Postfach 2408, 8021 Zürich 1

**Travail.Suisse**

---

Hopfenweg 21  
PF/CP  
CH-3001 Bern  
T 031 370 21 11  
[info@travailsuisse.ch](mailto:info@travailsuisse.ch)  
[www.travailsuisse.ch](http://www.travailsuisse.ch)